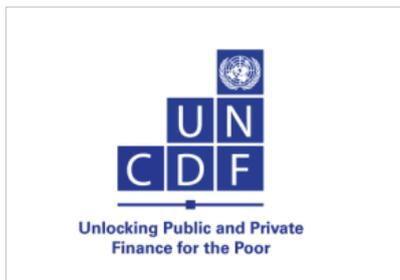


Enabel



Rapport Narratif final

Composante Enabel – UNCDF du « Programme de création d’emplois et d’opportunités économiques à travers une gestion durable de l’environnement dans les zones de départ et de transit au Niger – DURAZINDER »

Convention de délégation : T05-EUTF-SAH-NE-11-02

Référence Enabel : NER 170721 T



Belgian development agency

enabel.be

Table des matières

0	ACRONYMES	4
1	FICHE D'INTERVENTION	6
2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	7
2.1	PERTINENCE.....	7
2.2	EFFICACITE.....	8
2.3	EFFICIENCE.....	8
2.4	DURABILITE POTENTIELLE.....	8
2.5	CONCLUSIONS.....	9
3	APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION	11
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE.....	11
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i>	11
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	12
3.2	CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION.....	14
4	RESULTATS REALISES	15
4.1	PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	15
4.1.1	<i>Indicateurs atteints</i>	15
4.1.2	<i>Analyse de l'atteinte de l'outcome</i>	16
4.2	PERFORMANCE DE L'OUTPUT R.2.1 (ENABEL) : « DES ZONES DE DEVELOPPEMENT EN FAVEUR D'UNE ECONOMIE DURABLE ET ADAPTEE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE SONT CREEES ET VONT GENERER DES INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE LA POPULATION ».....	16
4.2.1	<i>Indicateurs atteints</i>	16
4.2.2	<i>Analyse de la réalisation de l'output</i>	17
4.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT R.1.2 (ENABEL) : « DES INFRASTRUCTURES STRUCTURANTES ET RESILIENTES, NOTAMMENT AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, SONT REALISEES EN HIMO VIA DES CHANTIERS ECOLES ET DES CHANTIERS D'INSERTION.	18
4.3.1	<i>Indicateurs atteints</i>	18
4.3.2	<i>Analyse de la réalisation de l'output</i>	19
4.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT R.3.2 (UNCDF) : « LES JEUNES ET FEMMES DES ZONES DE DEVELOPPEMENT UTILISENT LES SERVICES FINANCIERS ET NON-FINANCIERS NECESSAIRES AU LANCEMENT D'ACTIVITES ECONOMIQUES DURABLES ET RESILIENTES ».....	19
4.4.1	<i>Indicateurs atteints</i>	20
4.4.2	<i>Analyse de la réalisation de l'output</i>	20
5	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	21

5.1	AU NIVEAU DE LA COMPOSANTE ENABEL	21
5.2	AU NIVEAU DE LA COMPOSANTE UNCDF.....	22
6	THEMES PRIORITAIRES ET TRANSVERSAUX.....	22
6.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	22
6.2	GENRE	23
6.3	DIGITALISATION	23
6.4	EMPLOIS DECENTS	24
7	DURABILITE.....	25
8	LEÇONS APPRISES	26
8.1	LES SUCCES	26
8.2	LES ECHECS	27
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE.....	28
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES	28
9	RECOMMANDATIONS	29
10	ANNEXES.....	31
10.1	CRITERES DE QUALITE	31
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	35
10.3	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	37
10.4	MATRICE DE MONITORING COMPLETE.....	39
10.5	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	42
10.6	PERSONNEL DE L'INTERVENTION.....	43
10.7	MESURES DE CONTROLE, DE SUIVI ET D'AUDIT	45
10.8	EXECUTION BUDGETAIRE.....	47
10.9	TABLEAU RECAPITULATIF DES VERSEMENTS DE PREFINANCEMENT ET REMBOURSEMENT DES SOLDES NON JUSTIFIES	48
10.10	MARCHES PUBLICS	49
10.11	INVENTAIRE ET REAFFECTATION FINALE DES EQUIPEMENTS, MATERIEL ET MOBILIER	53
10.11.1	<i>Equipements roulants du projet et réaffectation</i>	<i>53</i>
10.11.2	<i>Equipements informatiques du projet et réaffectation</i>	<i>53</i>
10.11.3	<i>Mobilier du projet et réaffectation</i>	<i>55</i>

0 Acronymes

AGR	Activités Génératrices de revus
AHA	Aménagements Hydro-Agricoles
AICS	Agence italienne de coopération au développement
ANSI	Agence Nationale pour la société de l'information
ATN	Assistant technique National
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BTP	Bâtiment et travaux publics
CDA	Chef de District agricole
CEPM	Champ école paysan Maraicher
CGPE	Comité de gestion de points d'eau
COFOB	Commission foncière de base
COFOCOM	Commission foncière communale
COFODEP	Commission foncière départementale
COS	Comité d'orientation stratégique
CRA	Chambre régionale d'agriculture
CRCA/FPT/EI	Cadre régional de concertation des acteurs de la formation professionnelle et technique, de l'emploi et de l'insertion socio-professionnelle
SP	
ENABEL	Agence Belge de Développement
ETP	Equivalent Temps Plein
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FFU	Fonds fiduciaire d'urgence
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit / Agence Allemande de Coopération Internationale
HCD	Human Centered Design
HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre
IMF	Institution de microfinance
LuxDev	Agence Luxembourgeoise pour la Coopération au Développement
M&E	Monitoring and Evaluation
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
PDC	Plan de développement communal
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PDR	Plan de Développement Régional
PROGEM-GIZ	Projet « Améliorer la gestion des défis migratoires »
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PVI	Projet Villages Intelligents
RECA	Réseau National des Chambres d'Agriculture
RVA	Retournés Volontaires Assistés
SE-SNFI	Secrétariat exécutif de la Stratégie Nationale de Finance Inclusive
SMCL	Structure mixte de concertation locale
SNFI	Stratégie Nationale de Finance Inclusive
SNV	Organisation Néerlandaise de Développement

TIC	Technologie de l'Information et de Communication
UE	Union européenne
UGP	Unité de Gestion du Projet
UNCDF	UN Capital Development Fund

1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'Action	Composante Enabel – UNCDF du Programme de création d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de départ et de transit au Niger – DURAZINDER.
Code de l'Action	NER 170721 T
Localisation	Région de Zinder – Départements de Damagaram Takaya, Kantché et Mirriah.
Budget total	6 895 000 Euros dont 6 257 283 Euros (Enabel) et 637 717 Euros (UNCDF)
Bailleur	Union européenne
Période de la Convention de Financement (si applicable)	29/12/2019 - 29/06/2022
Type de Contrat (ref.)	Convention de Co-Délégation
Date de signature	28/12/2018
Durée de mise en œuvre de l'Action	40 mois
Période de mise en œuvre de l'Action	29/12/2018 - 30/04/2022
Groupes cibles (Bénéficiaires directs)	Les jeunes, hommes et femmes, de 18 – 40 ans avec un focus particulier sur les RVA (Retournés Volontaires Assistés)
Objectif global (impact)	Contribuer à la stabilité régionale et à une meilleure gestion des migrations en s'attaquant aux causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements forcés, en accroissant les opportunités économiques, le développement local et l'égalité des chances à travers une gestion durable de l'environnement.
Objectif spécifique (outcome)	OS1: Promouvoir la création d'emploi au profit des jeunes (hommes et femmes) de la zone d'intervention du projet, à l'horizon 2021.(Enabel) OS2: Soutenir le développement économique local durable et résilient aux changements climatiques dans les communes d'intervention du projet, à l'horizon 2021.(Enabel) OS3: Mettre en place, d'ici à 2021, un écosystème qui favorise le développement des entreprises (UNCDF)
Résultats (outputs)	R2.1: Des zones de développement en faveur d'une économie durable et adaptée au changement climatique sont créées et vont générer des investissements en faveur de la population. (Enabel) R1.2: Des infrastructures structurantes et résilientes, notamment au changement climatique sont réalisées en HIMO via des chantiers écoles et des chantiers d'insertion. (Enabel) R3.2: Les jeunes et femmes des zones de développement utilisent les services financiers et non-financiers nécessaires au lancement d'activités économiques durables et résilientes (UNCDF)

2 Auto-évaluation de la performance

2.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

La stratégie de mise en œuvre de DURAZINDER s'est alignée sur les politiques et stratégies nationales¹, régionales et locales² ainsi que les politiques et stratégies sous-régionales et de l'UE en matière de migration, de développement économique et de résilience³. Les quelques actions menées suivantes illustrent cet alignement : Mise en œuvre de travaux à HIMO de résilience climatique ; Replanification et acclimatation des PDC suivant la méthodologie du « guide national de replanification des PDC 2015 » ; Identification des bassins de production et des infrastructures à réaliser sur la base des orientations du Plan de Développement Régional (PDR) ; Mise en place d'ententes foncières sur base des dispositions du code rural impliquant l'ensemble des structures dédiées (COFOB, COFOCOM, COFODEP) et permettant des aménagements hydroagricoles et l'attribution des parcelles de production aux jeunes ; Formation et accompagnement-coaching des jeunes aux métiers et à l'entrepreneuriat. En matière migratoire, l'accent a été mis principalement sur les « mesures préventives » de la migration irrégulière et, dans une moindre mesure, sur le soutien aux structures locales de gouvernance des migrations.

La logique horizontale du cadre logique est respectée. Les activités permettent la réalisation des résultats et ces derniers correspondent aux objectifs. De même, la logique verticale est respectée. Les indicateurs permettent de renseigner le niveau de réalisation des résultats et des outcome, les sources de vérification sont pertinentes et les hypothèses réalistes. Certains indicateurs ont été reformulés pour plus de précision et de lisibilité et également pour mieux prendre en compte les indicateurs du FFU.

Le résultat 3.2 centré sur l'accès et l'utilisation des services financiers et non financiers s'inscrit pleinement dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES) du gouvernement nigérien, approuvé pour la période 2017-2021. En effet, les axes I et IV du PDES se focalisent sur l'amélioration de l'accès aux services financiers décentralisés et la promotion de l'accès universel aux services des TIC. L'intervention est aussi alignée avec la Stratégie Nationale de la Finance Inclusive (SNFI) couvrant la période de 2019 à 2023, notamment l'axe 2, qui vise à appuyer la structuration de la demande et l'éducation financière des populations cibles. h

La logique d'intervention est particulièrement pertinente dans le contexte nigérien. La complémentarité entre une institution de microfinance et un opérateur de télécommunication permet d'atteindre les populations marginalisées et rurales et d'offrir une gamme de produits diversifiés. L'offre de produits financiers adaptés couplée à l'éducation financière permet aux bénéficiaires d'améliorer leurs compétences, de plus épargner et d'accéder à des crédits. L'approche digitale est pertinente dans les localités où le système bancaire physique est inexistant. Cette logique d'intervention est aussi en phase avec la composante 3, « inclusion financière numérique » du Projet Villages Intelligents (PVI) mis en œuvre sous l'autorité de l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI).

¹ Dont notamment : la Stratégie de développement durable et de la croissance inclusive « Niger 2035 » et le Plan de développement économique et social (PDES) 2017-2021 ; Le Plan stratégique sectoriel de mise en œuvre de la politique nationale de jeunesse ; La Stratégie nationale de lutte contre la migration irrégulière ; La politique migratoire nationale 2020-2035 ; La Politique nationale en matière de changement climatique (PNCC) ; La Stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes au Niger (2020-2029).

² Plan régional de développement (PRD) de Zinder et les plans de développements communaux (PDC)

³ L'Initiative 3 S (Soutenabilité, Sécurité et Stabilité) lancée par les gouvernements africains à la 23ème Conférence des Parties de l'UNFCCC en novembre 2016 ; Le Programme pour le Changement (Agenda For Change) de l'UE et la Stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement au Sahel.

2.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Le projet a atteint les résultats escomptés en matière de création d'emplois pour les jeunes et les femmes, de formation aux métiers, en compétences de vie, à l'entrepreneuriat et en éducation financière (épargne et crédit) et digitale. Il a mis en place les conditions essentielles pour permettre aux bénéficiaires de développer leurs activités. La combinaison de ces différents résultats contribuera à l'atteinte de l'outcome.

L'intervention s'est appuyée principalement sur l'implication des partenaires institutionnels et techniques locaux (communes, services techniques déconcentrés, organismes parapublics) dans la mise en œuvre des activités. Ce qui lui permet, dans sa stratégie de sortie, de miser sur ces mêmes structures pour la continuité du suivi et accompagnement post projet des bénéficiaires.

2.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

Les ressources humaines de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) ont été renforcées. La gestion en régie et le caractère d'urgence des résultats à atteindre ont conduit le projet à privilégier la mobilisation des compétences internes de l'équipe et des services techniques de l'Etat. Deux modifications budgétaires ont eu lieu et ont permis d'affecter une partie des moyens généraux au renforcement des activités d'accompagnement formation et coaching des bénéficiaires.

Au niveau de la composante UNCDF, les résultats du projet ont été atteints en respectant la répartition initiale des ressources. L'équipe locale au Niger a mis en œuvre les activités et fourni de l'assistance technique aux prestataires de services financiers recrutés. L'expert en finance digitale a assuré la qualité des interventions et le développement d'innovations répondant au besoin des bénéficiaires. L'équipe locale a aussi bénéficié d'un appui de la part de l'équipe régionale d'UNCDF à Dakar, tant dans les aspects stratégiques qu'opérationnels du projet. Le budget n'a pas été entièrement utilisé en raison des modifications sur les cibles : de 2 800 à 1 340 bénéficiaires HIMO. Cependant UNCDF a atteint toutes les cibles des indicateurs malgré cette non-utilisation complète du budget.

La plupart des activités ont été dans les délais, d'autres ont connu des retards (PDC, AHA), liés principalement au processus d'attribution des marchés. Mais cela n'a pas affecté la fourniture finale des livrables.

Certaines infrastructures AHA ont présenté quelques défauts et anomalies techniques. Des corrections et travaux additionnels ont été menés et ont permis leur fonctionnalité optimale et le démarrage des premières campagnes agricoles.

2.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	C

Des comités de gestion des points d'eau (CGPE) ont été mis en place selon les textes en vigueur pour les AHA inférieurs à 50 ha. Ils ont été renforcés et des mécanismes de paiement des redevances de l'eau ont été instaurés. Les recettes doivent permettre d'assurer les entretiens réguliers des installations tandis que les grosses réparations seront prises en charge par les communes en tant que maîtres d'ouvrage. Un accompagnement post projet est nécessaire pour s'assurer de la viabilité à terme des systèmes de gestion et garantir la continuité des services.

Les groupes cibles de l'intervention se sont appropriés les produits et services financiers fournis, en particulier grâce à l'éducation financière. L'implication des prestataires de services financiers partenaires dans le projet et l'appui de UNCDF pour l'institutionnalisation des nouveaux produits développés permettent d'assurer la pérennité des solutions développées même après la fin du projet. De même, l'intervention de l'opérateur digital a permis d'étendre la disponibilité du mobile money dans cette zone et de sensibiliser les populations sur l'éducation digitale. Cette solution est pérenne et durable grâce au déploiement d'un réseau de proximité et l'optimisation de la couverture GSM.

Le projet applique les recommandations du Comité de pilotage (COS). En revanche, la durée trop courte du projet ne permettant pas un accompagnement suffisant des bénéficiaires dans leur parcours de formation et de mise à l'emploi (insertion) pourrait poser un défi quant à la durabilité des emplois créés⁴.

Le projet dispose d'un ancrage institutionnel fort, il bénéficie et bénéficiera de l'appui politique et des institutions à tous les niveaux (national, régional et local).

Néanmoins, l'intervention a disposé de très peu de temps nécessaire pour accompagner les bénéficiaires pour la viabilité économique et financière de leurs activités ainsi que des structures de gestion mises en place. En effet, pour s'assurer réellement de la stabilité des emplois créés ainsi que du niveau de revenu convenable et croissant pour les jeunes et les femmes, il aurait fallu un suivi-accompagnement pour au moins quatre campagnes agricoles.

2.5 Conclusions

Il convient de retenir les conclusions clefs suivantes :

- En cohérence avec les différentes politiques et stratégies nationales ainsi que les stratégies régionales et de l'UE en matière de migration, de développement économique et de résilience, l'intervention a répondu aux besoins prioritaires des jeunes, hommes et femmes, dans ses zones d'action en milieu rural, de création d'emplois et d'activités économiques génératrices de revenus contribuant ainsi à la stabilité régionale et à une meilleure gestion des migrations.
- L'intervention a globalement atteint voire, dans certains cas, dépassé les résultats escomptés en matière de création d'emplois et d'opportunités économiques pour les jeunes. Elle a également créé et mis en place les conditions essentielles pour leur permettre de démarrer et de développer leurs activités de manière durable. Ces résultats concourent de manière plus large au développement économique local.
- En misant et en valorisant les compétences des partenaires techniques régionaux et locaux et en ayant très peu recours aux expertises externes, l'intervention a atteint ses résultats par une gestion rationnelle des ressources budgétaires. Le projet a également fonctionné avec une équipe technique et des moyens matériels relativement restreints qui lui ont permis d'affecter une partie du budget de fonctionnement (moyens généraux) au budget des activités. La réalisation tardive des infrastructures clefs, notamment les aménagements hydroagricoles, n'a pas permis au projet un accompagnement plus soutenu et dans la durée des bénéficiaires dans leurs activités.
- La durabilité des emplois créés, la pérennité des infrastructures et la promotion d'une meilleure gouvernance locale de la migration restent des défis à relever sur le moyen et long terme. Les bases essentielles pour démarrer et développer les activités ont été mises en place. Mais, l'accompagnement du projet vers la durabilité des acquis a été insuffisant compte tenu du délai d'exécution relativement court. Des relais locaux (services techniques déconcentrés, communes, structures d'appui conseil) sont nécessaires pour : (i) poursuivre l'accompagnement des bénéficiaires et minimiser les risques de « décrochage et d'abandon » ; (ii) renforcer en continu les structures (CGPE, Coopératives) et les règles de gestion mises en place pour garantir la pérennité des infrastructures ; (iii) renforcer les politiques et actions locales en faveur des emplois des jeunes et l'attractivité économique des territoires.

⁴ Une demande d'avenant pour la prolongation de la durée d'exécution du projet jusqu'à fin mars 2022 pourra être envisagée.

•

Fonctionnaire exécution nationale ⁵	Intervention Manager Enabel ⁶
	 Gaston MANANJARA

⁵ Nom et signature (+ effacer ces instructions)

⁶ Nom et signature(+ effacer ces instructions)
Rapport final intervention

3 Appréciation de la stratégie d'intervention

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le contexte général et institutionnel de mise en œuvre du projet a été caractérisé par les faits suivants :

Au plan politique et institutionnel : Plusieurs scrutins majeurs, nationaux, régionaux et locaux, ont été organisés : les élections municipales et régionales (13 Décembre 2020) et les élections législatives et présidentielles (fin 2020 et début 2021). Dans l'ensemble, elles se sont déroulées dans un climat apaisé nonobstant quelques contestations sociopolitiques des résultats du scrutin présidentiel mais qui n'ont pas engendré des crises majeures durables. Ces événements ont causé des ralentissements mineurs des activités du projet. Les élections locales ont été marquées par le renouvellement de la majorité des conseils communaux et de leurs exécutifs. Ainsi, huit (8) maires sur dix (10) dans les communes d'intervention du projet ont été changés. Cette nouvelle génération d'élus engagés et dynamiques s'est appropriée assez vite des actions menées par le projet et a contribué de manière positive à l'atteinte des résultats.

Par ailleurs, deux politiques et stratégies nationales adoptées en 2020 ont conforté les actions du projet :

- La Stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes au Niger (2020-2029)
- La politique migratoire nationale du Niger (2020-2035). Néanmoins, le contexte politique, institutionnel, juridique et réglementaire de la migration au Niger est très faible. Les questions de migration ne relèvent pas encore totalement des compétences des autorités locales et la stratégie nationale de migration n'a pas été entièrement territorialisée.

Au plan sécuritaire et des mouvements de populations : La situation au niveau national au cours de la période d'exécution du projet a été très précaire. En effet, le Niger fait face aux multiples attaques et enlèvements par des groupes extrémistes violents. Les situations sécuritaires affectent essentiellement les régions de Diffa, Tillabéry, Tahoua et Maradi. Cette situation encourage les mouvements migratoires dont le Niger est à la fois pays d'origine, de transit et de destination. La région de Zinder bénéficie d'un climat sécuritaire relativement stable. Ce qui a permis au projet de développer en continu ses activités. En revanche, c'est la zone la plus touchée par le phénomène migratoire notamment vers la Libye et l'Algérie. Selon l'OIM, 16% des migrants de retour de la Libye sont originaires de la Région de Zinder durant la période 2017 - 2020, et 69% des migrants de retour de l'Algérie sont également originaires de la région de Zinder (période 2014 -2020). Selon la même source, le département de KANTCHE (région de Zinder) qui fait partie de la zone d'intervention du projet reste la zone la plus affectée par la migration.

Au plan sanitaire, à l'instar de tous les autres pays du monde, le Niger a été également touché par la pandémie COVI-19. Le 1^{er} cas a été enregistré au Niger le 19 Mars 2020. Le Gouvernement a mis en place un plan de riposte pour faire face aux conséquences humaine, sociale et économique de la pandémie. Cette situation a eu un impact sur les mouvements migratoires et la vie socio-économique de la région de Zinder. Selon le Conseil régional de Zinder, les impacts ont été les suivants :

- Arrivée massive des talibés refoulés du Nigeria : 9425 ressortissants de la région de Zinder ont été refoulés du Nigéria ;
- Baisse des départs des jeunes et des femmes pour la migration vers le Nigéria ;
- Accroissement des besoins en moyen de subsistance suite au confinement de la population sur l'espace régional (isolement sanitaire de la Région par rapport à la capitale) ;
- Baisse des transactions économiques au niveau des marchés hebdomadaires ;
- Baisse des recettes et taxes des communes.

Au niveau du projet, cette pandémie a entraîné des ralentissements dans la mise en œuvre des activités à HIMO, liés à la réorganisation du dispositif mis en place pour tenir compte du respect des gestes barrières. Elle a causé aussi des retards dans la réalisation d'une partie des infrastructures à cause de l'isolement sanitaire de la Région. Le projet lui-même a contribué à la mise en œuvre du plan de riposte national dans sa zone d'intervention (sensibilisation de la population, dotation de kits sanitaires au Conseil régional). Enfin, les activités de l'UGP ont été à l'arrêt en décembre 2020 à cause du confinement de l'équipe.

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Afin de garantir la bonne marche des activités permettant l'atteinte des résultats et des changements souhaités ainsi que la pérennité, l'appropriation et l'ancrage local des actions menées, l'intervention a négocié et conclu plusieurs types de partenariat et d'engagements :

i) Des partenariats institutionnels

- Partenariat avec le Conseil régional de Zinder :

Il s'agit d'un partenariat pour la gouvernance régionale du projet telle que prévue par le DTA. En effet, le projet a intégré le Cadre régional de concertation des acteurs de la formation professionnelle et technique, de l'emploi et de l'insertion socio-professionnelle (CRCA/FPT/EISP) mis en place et présidé par le Conseil régional. Cette instance a pour but principal de créer une synergie et coordination d'actions entre les acteurs et PTF qui interviennent dans le secteur de la formation professionnelle et technique et de l'insertion socio-professionnelle dans la Région.

La participation à cette instance a permis au projet, entre autres, d'obtenir les informations stratégiques nécessaires au déploiement de ses activités (exemple du choix des infrastructures prioritaires et de leur localisation).

- Partenariat avec les communes des zones d'intervention

Les communes sont maîtres d'ouvrage des infrastructures structurantes qui relèvent de leurs compétences réalisées sur leurs territoires. Néanmoins, une maîtrise d'ouvrage communale complète de ces infrastructures (passation des marchés et gestion des financements) ne pourra pas être pleinement accomplie car elle implique le renforcement préalable des ressources humaines des communes bénéficiaires tant en nombre qu'en compétence. Un tel appui requiert un investissement en temps important qui fait défaut dans le cadre du projet.

C'est pourquoi, le DTA prévoit la gestion en régie de la réalisation de ces infrastructures. Elle repose sur la délégation de leur maîtrise d'ouvrage au projet (passation des marchés, réalisation, suivi, contrôle, paiement des entreprises, réception). Les communes sont cependant associées à chaque phase du processus et les actifs créés restent leur propriété.

Pour ce faire, un protocole de collaboration a été établi et signé entre le projet et chaque commune d'intervention. Il constitue le document cadre de partenariat. Il définit les engagements, rôles et responsabilités des deux parties dans la mise en œuvre des actions du projet. Sur base de ce protocole une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage est élaborée et signée entre les communes et DURAZINDER sur chaque infrastructure publique réalisée.

Les accords conclus ont permis de mieux clarifier les rôles des parties prenantes donc de mieux responsabiliser les communes dans la maintenance des infrastructures et l'accompagnement des bénéficiaires post projet. Ils ont surtout permis d'instaurer un climat de confiance et de collaboration entre les jeunes et les autorités communales.

ii) Des partenariats techniques d'appui conseil et de contrôle de qualité avec les services techniques de l'Etat et les organismes parapublics

La stratégie opérationnelle du projet s'est basée sur la forte implication et mobilisation des compétences des services techniques de l'Etat (Agriculture et élevage, génie rural, environnement, enseignements technique et formation professionnelle, aménagement des territoires et développement communautaire) à différents niveaux (régional, départemental et communal) ainsi que des organismes parapublics tels que le FAFPA (Fonds d'appui à la formation professionnelle et apprentissage), le CRA (Chambre Régionale d'Agriculture) et la Maison de l'entreprise. Ces services et organismes assurent l'appui conseil, le contrôle

qualité et de cohérence avec les politiques et stratégies nationales des actions menées sur le terrain et le suivi des réalisations. Ils assurent même dans certains cas les services directs aux bénéficiaires (formation, encadrement et accompagnement coaching). Ils interviennent sous forme de missions ponctuelles ou échelonnées dans le temps sur base de TDR et de rapports.

iii) Des contrats de prestations avec le secteur privé et les ONG nationales et locales

Dans les domaines où les compétences des services techniques et des organismes parapublics faisaient défaut, le projet a eu recours au secteur privé et aux ONG nationales et locales. Ces derniers interviennent dans le cadre de contrats de marchés. Il s'agit notamment de l'élaboration des PDC acclimatés (ONG nationales), des prestations de formation accompagnement aux métiers, aux Compétences de vie et à l'entrepreneuriat (Bureaux d'études AFRICO-YEMEC, CACIF SAHEL), des prestations d'encadrement des travaux HIMO (ONG locales), de la prestation de formation accompagnement coaching des MPME (Bureau d'étude CACIF SAHEL), de la prestation d'ingénierie sociale (Bureau d'étude INO-DEV), de la prestation de conduite des CEPM (ONG locales). Les travaux d'infrastructures (AHA, pistes, comptoirs de vente, marchés à bétails) ont été réalisés par des entreprises locales et nationales dans le cadre de marchés publics.

iv) Des partenariats et engagements avec les communautés locales

La plupart des sites d'aménagement hydro-agricole identifiés par le projet appartiennent à des propriétaires fonciers. La négociation et l'établissement d'ententes foncières avec ces derniers et des accords sociaux au niveau des communautés villageoises sont donc des préalables nécessaires afin de garantir sur le long terme la sécurisation des investissements et l'exploitation durable des terres par les jeunes.

Ainsi, 392 actes de prêts individuels des terres sur 10 à 15 ans ont été signés entre les communes et les propriétaires fonciers sous l'égide des structures du code rural (COFOB, COFOCOM, COFODEP), avec pour certains actes, des droits d'usage et de récupération des terres pendant la période d'hivernage (juin à octobre). Les actes de prêts ont été ensuite complétés par des accords sociaux signés avec les communautés villageoises pour chacun des 12 sites aménagés.

v) Des actes d'engagements des bénéficiaires

Afin de permettre le démarrage rapide de leurs AGR, le projet a doté les bénéficiaires, individuels et groupements, de kits de démarrage composés de petits matériels, de semences améliorées, de produits phytosanitaires, d'aliments bétails et volailles, etc. Ces kits constituent des compléments nécessaires aux apports des bénéficiaires (épargne salariale dans le cadre des travaux HIMO) et aux crédits éventuels qu'ils obtiennent auprès des IMF. A cet effet, ils signent des actes d'engagements avec le projet et les communes afin de garantir leur utilisation à bon escient dans le cadre strict de développement de leurs activités.

Ces actes d'engagement contribuent à une meilleure responsabilisation des bénéficiaires et constituent des moyens de pression sociale pour s'assurer de leur implication et investissement réels dans leurs activités.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

De par leur souplesse de mise en oeuvre mais aussi leurs exigences et leur complémentarité, les modalités opérationnelles de partenariats (convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, accords fonciers individuels et accords sociaux, marchés publics de travaux et de prestations, missions d'appui conseil des services techniques, actes d'engagements des bénéficiaires) ont contribué significativement à l'atteinte des résultats.

3.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

Le contexte d'intervention et les contraintes temps (nécessité d'obtenir des résultats rapides dans un laps de temps relativement court) et de budget ont amené le projet à modifier/adapter certaines stratégies opérationnelles et à avoir une approche pragmatique qui repose sur la valorisation de l'existant. Les principaux changements stratégiques ont concerné les aspects suivants :

- **Choix des zones d'intervention du projet**

L'approche basée sur l'identification de bassins de production agricole et de potentiel hydrique, initialement retenue dans le DTA, a été privilégiée dans la mesure où le projet a fait de l'aménagement hydroagricole sa priorité et sa porte d'entrée. Des contraintes locales (non disponibilité des terres identifiées au départ, études géophysiques sur la disponibilité de l'eau productive, ententes foncières avec les propriétaires) mais aussi le choix des zones où le phénomène migratoire des jeunes et des femmes est le plus accentué ont cependant amené le projet à élargir ses interventions dans 3 départements (Kantché, Damagaram Takaya et Mirriah) et 10 communes contre 2 départements (Kantché et Mirriah) et 5 communes initialement identifiés lors de la formulation du projet et prévus dans le DTF.

- **Stratégie de mise à l'emploi des jeunes.**

Le schéma initial de réalisation des investissements socioéconomiques structurants par des entreprises locales via l'approche HIMO et chantier école permettant aux jeunes et femmes sélectionnés d'occuper des emplois temporaires (apprentissage des métiers par l'alternance entre théorie et pratique) et des emplois durables à travers l'exploitation, l'entretien et la gestion des ouvrages réalisés n'est pas adapté au contexte d'intervention du projet. En effet, le secteur du BTP ne constitue pas un vivier d'emplois en milieu rural. Les infrastructures réalisées (Aménagements hydroagricoles, marchés à bétail, comptoir de vente, magasins et bureaux des coopératives agricoles, pistes rurales) sont peu nécessaires en main d'œuvre non qualifiée que constitue la grande majorité des jeunes et des femmes bénéficiaires sélectionnés dans les villages.

Dès lors, la stratégie de mise à l'emploi du projet a été adaptée et a reposé sur l'articulation entre :

- ⇒ Les travaux à HIMO constituent la porte d'entrée pour les jeunes et les femmes pour accéder à un premier emploi rémunéré (emploi temporaire) et constituer une épargne salariale nécessaire à leur future activité d'auto emploi. Ils ont été axés prioritairement sur le renforcement de la résilience climatique des zones de production agricole (travaux en amont de protection des périmètres d'aménagement hydroagricole : demi lunes pour la restauration des terres dégradées, digues filtrantes pour le traitement des koris, seuils d'épandage, etc.). Ils ont été réalisés en « travaux communautaires » avec l'appui des services du génie rural et de l'environnement. Cette approche a permis de sélectionner en nombre les jeunes dans les villages (1340 bénéficiaires).
- ⇒ La formation accompagnement des jeunes aux métiers, à l'entrepreneuriat et à l'éducation financière. C'est à ce stade qu'est mise en œuvre toute l'approche chantier école à travers notamment les Champs écoles maraîchers paysans (CEPM). Les jeunes, bénéficiaires des travaux à HIMO, ont été ensuite formés et accompagnés (alternance entre théorie et pratique) sur une dizaine de métiers de leur choix dans tous les maillons des chaînes de valeur agricoles et d'élevage (production maraîchère, transformation agro-alimentaire, mécanique rurale, embouches, etc.). Ils ont été également initiés aux outils élémentaires de gestion de leurs activités et à la « culture entrepreneuriale ». Cette phase cruciale de l'insertion des jeunes a nécessité un investissement important du projet : recrutement à plein temps d'un « ATN formation professionnelle et insertion » non prévu initialement et augmentation substantielle du budget de la ligne « accompagnement agricole et à l'entrepreneuriat ».
- ⇒ La réalisation des infrastructures socioéconomiques structurantes : Elle n'a pas pour but d'initier les jeunes aux métiers du BTP mais plutôt de favoriser leur insertion dans des emplois durables (auto emplois ou AGR à travers l'attribution des parcelles aménagées) et de créer un environnement propice au développement de leurs activités (marchés à bétail, pistes de désenclavement, magasins, comptoirs de vente).
- ⇒ L'accompagnement des MPME existantes. L'intervention a mis l'accent sur le rôle moteur des MPME locales dans la création d'emplois. Ainsi, 15 MPME à fort potentiel de développement et de création d'emplois et exerçant dans plusieurs secteurs d'activités (transformation, ont été sélectionnées et accompagnées.

4 Résultats réalisés

4.1 Performance de l'outcome



4.1.1 Indicateurs atteints

Indicateurs/marqueurs de progrès ⁷	Valeur de base (2018)	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
OS 1 : Promouvoir la création d'emplois au profit des jeunes (hommes et femmes) de la zone d'intervention, à l'horizon 2021 ».				
Taux moyen (%) d'emploi des jeunes dans les communes d'intervention.	1%	2%	1,6%	Faute de statistique officielle, la valeur finale obtenue (1,6%) a été estimée de manière approximative. La part des emplois créés par le projet est estimée en rapportant le nombre total des emplois créés par le projet (657) à la population totale estimée des jeunes de 18-40 ans dans les 10 communes d'intervention du projet (104 301). Le taux d'emploi a ainsi évolué de 1% à 1,6% soit une augmentation de 60% (hors autres sources de création d'emplois).
OS 2 : Soutenir le développement économique local durable et résilient aux changements climatiques dans huit (8) communes de la zone d'intervention, à l'horizon 2021				
Marge nette d'exploitation d'un site irrigué atteint (FCFA/ha/campagne)	1 200 000	800 000	2 492 000	Estimation réalisée sur un site (Koumari) aménagé par le projet pour une première campagne maraîchère réalisée par 8 jeunes bénéficiant chacun d'une parcelle de 1250 m ² , soit au total 1 ha. La valeur finale obtenue dépasse très largement la cible finale qui a été sous-estimée. Cela fait en moyenne 311 500 FCFA de revenu net par exploitant pour une campagne. Or, le potentiel annuel de production est d'au moins 2 campagnes (campagne froide et campagne chaude). Certains sites sont mêmes exploitables toute l'année.
OS 3 : Mettre en place, d'ici à 2021, un écosystème favorable au développement des entreprises				
Marge nette positive pour au moins 80% des activités économiques (Entreprises, Coopératives, AGR, GIE) Créées ou soutenues.		80%	70%	Au total 58 structures ont été appuyées par le projet (15 OP embouche, 16 OP aviculture, 15 MPME, 12 coopératives maraîchères). 70% de ces structures ont eu une marge positive. Toutefois, certaines activités ont donné des marges négatives dans certaines localités : maraîchage à cause de retard accusé suite au problème d'eau et la volaille suite la maladie Newcastle dans la zone de Kantché/Dan Barto

⁷ Reprendre les indicateurs, tels qu'ils figurent dans le cadre logique (du DTF ou de la dernière version du cadre logique) Rapport final intervention

4.1.2 Analyse de l'atteinte de l'outcome

Les résultats obtenus à la fin du projet montrent une tendance vers une nette amélioration de la situation de l'emploi des jeunes (taux d'emploi de 1% à 1,6%) et une assurance de revenus « acceptables » issus des productions maraîchères (en moyenne une marge nette d'exploitation de 623 000 FCFA/an/par exploitant pour 2 campagnes maraîchères pleines, soit un revenu mensuel moyen d'environ 52 000 FCFA⁸). Ces chiffres sont cependant à relativiser car ils ont été estimés de manière très approximative et ne concernent que les résultats d'une première campagne maraîchère et pour seulement un (1) site de production sur douze (12).

Il s'agit donc de « premiers » résultats obtenus pour une campagne agricole. Il faudrait confirmer cette bonne tendance sur le moyen terme, au moins pour 4 campagnes agricoles (2 ans). Il est important de noter aussi que sur 720 jeunes et 219 producteurs consolidés (essentiellement des propriétaires fonciers) bénéficiaires de parcelles aménagées, seuls respectivement 408 et 82 se sont investis pleinement dans la première campagne agricole. Il est donc permis d'espérer qu'au vu des premiers résultats obtenus, il y aura plus d'exploitants qui vont s'investir pour les campagnes agricoles à venir. Pour cela, le projet a mis en place les conditions essentielles pour la durabilité et la viabilité des sites de production : opérationnalité optimale des installations (corrections de plusieurs anomalies) pour une fourniture permanente d'eau productive pour l'ensemble des sites ; mise en place, organisation et formation des comités de gestion et des coopératives de producteurs ; champs écoles maraîchers, ingénierie sociale. Mais ces actions ne peuvent à elles seules entretenir la dynamique existante et garantir la durabilité des exploitations et des emplois créés. Elles doivent être accompagnées d'un suivi et encadrement réguliers post projet par les relais locaux, notamment les services techniques de l'Etat.

4.2 Performance de l'output R.2.1 (Enabel) : « Des zones de développement en faveur d'une économie durable et adaptée au changement climatique sont créées et vont générer des investissements en faveur de la population ».



4.2.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre de MPME créées ou soutenues (FFU-1.2)	0	10	46	Cible finale atteinte à 460%. Elle s'explique par la prise en compte des Coopératives et OP dans l'indicateur FFU. En effet, 15 MPME et 31 groupements et coopératives ont été sélectionnés et accompagnés

⁸ Niveau légèrement au-dessus du SMIC national de l'ordre de 48 000 FCFA/mois
Rapport final intervention

Nombre de personnes participant aux analyses, à la planification et au suivi de la mise en œuvre des investissements (à désagréger par sexe et âge)	0	350	248	Cible finale atteinte à 71% (dont 40% environ de femmes).
Nombre de PDC acclimatés produits par l'action	0	8	9	Cible finale atteinte à 113%. Le projet a pu accompagner 9 communes sur 10 dans la replanification de leur PDC.
Nombre d'accords sociaux conclus pour les 12 sites d'aménagement du Projet	0	12	12	Cible finale atteinte à 100%. Il s'agit d'accords sociaux qui marquent l'engagement des communautés à garantir les accords fonciers conclus entre les communes et les propriétaires fonciers (392 accords fonciers individuels de prêts de leurs terres sur 10 à 15 ans ont été signés).

4.2.2 Analyse de la réalisation de l'output

Les indicateurs de résultats montrent l'atteinte voire le dépassement d'une grande partie des objectifs et des résultats attendus. L'obtention des accords fonciers et sociaux pour 120 ha de terres a été l'élément fondamental puisqu'elle assure la sécurité à long terme des aménagements hydroagricoles réalisés par le projet et garantit l'accès durable des jeunes, particulièrement les femmes, à la terre, favorisant leur autonomisation économique.

Malgré la forte pression foncière dans la zone à cause de la forte densité de population, les propriétaires fonciers ont fait preuve de volonté et de compréhension rendant plus facile l'obtention des accords fonciers. Outre les périmètres agricoles en aval du barrage hydraulique de Kassama⁹ qui bénéficient de l'eau d'irrigation de surface, toutes les terres concédées par les propriétaires fonciers trouvent leurs sources d'eau dans les nappes phréatiques. L'absence de données précises sur l'existence ou non d'eau et à quelle profondeur dans les périmètres des accords obtenus a contraint le projet à mener une étude géophysique lourde afin de déterminer les différents points de forage susceptibles de procurer de l'eau productive. Cette étude a entraîné des retards dans la réalisation des infrastructures. Néanmoins, l'implication et l'engagement accrus des autorités régionales et locales ont été déterminants dans l'atteinte de l'output dans son ensemble :

- Appui et recommandations du Conseil régional de Zinder sur le choix des zones d'intervention du projet, des filières et chaînes de valeur agricoles à soutenir et des infrastructures structurantes à réaliser en cohérence avec les priorités du PDR (Plan de développement régional) en vigueur.
- Appui accru des structures du code rural à tous les niveaux (COFODEP, COFOCOM, COFOB) et des communes dans les négociations des accords fonciers et des accords sociaux.
- Appui soutenu de la Direction régionale de l'aménagement du territoire et du développement communautaire dans la coordination, le suivi et le contrôle qualité des prestations des ONG nationales pour la mise à jour et l'acclimatation des PDC.

De manière plus générale, les engagements et motivations des populations et autorités administratives et coutumières locales ont favorisé fortement l'atteinte de l'output.

⁹ Initialement identifiés lors de la formulation du projet faisant partie des périmètres à aménager et à attribuer aux jeunes mais qui ont été abandonnés à cause de leur occupation par d'autres intervenants.
Rapport final intervention

Enfin, il est important de noter les impacts positifs et immédiats mais aussi d'une ampleur importante et inattendue des actions de formation accompagnement des MPME menées par le projet. En effet, elles ont permis à ces dernières de gagner en confiance et donc de créer dans la foulée 161 emplois (dont 55 permanents et 106 temporaires) et, pour certaines d'entre elles, d'étendre leurs points de vente et de distribution (cas de l'unité de transformation de farine infantile de Matameye).

4.3 Performance de l'output R.1.2 (Enabel) : « Des infrastructures structurantes et résilientes, notamment au changement climatique, sont réalisées en HIMO via des chantiers écoles et des chantiers d'insertion.



4.3.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre d'ha de superficies nouvelles de terres irriguées par l'action	0	77	120	Cible finale atteinte à 156 %. L'obtention d'accords sociaux pour 12 sites a permis au projet d'aménager plus de surfaces disponibles afin d'en faire bénéficier à plus de jeunes.
Nombre de personnes bénéficiant de formations professionnelles ou développement de compétences (FFU-1.4)	0	5 800	3 294	Cible finale atteinte à 57%. Cible surestimée au regard de la durée du projet.
Nombre de personnes assistées pour développer des AGR (FFU1.3)	0	2 800	3 294	Cible finale atteinte à 118 %.
Nombre d'Homme/mois d'emplois temporaires créés à travers HIMO et Chantiers écoles	0	2 500	3 338	Cible finale atteinte à 134%.
Dont Nombre d'emplois temporaires créés (H/mois ETP) pour les RVA	0	250 (10%)	21	Cible finale atteinte à 8%. Cela est dû au nombre très limité de RVA référencés par OIM dans la zone d'intervention du projet.
Dont Nombre d'emplois temporaires créés (H/mois ETP) pour les femmes	0	1 000 (40%)	1 304	Cible finale atteinte à 130%
Nombre d'emplois créés ou soutenus (FFU 1.1)¹⁰	0	900	657	Cible finale atteinte à 73%.
Dont nombre d'emplois permanents créés dans le secteur du BTP	0	100	0	Cible finale atteinte à 0%. Le secteur du BTP ne constitue pas un vivier d'emplois pour les jeunes en milieu rural.
Dont nombre d'emplois permanents créés au profit de nouveaux agriculteurs sur de nouvelles terres irriguées	0	340	408	Cible finale atteinte à 120%. 720 jeunes ont bénéficié de parcelles aménagées. Seuls 408 ont débuté l'exploitation en novembre 2021 et ont pu obtenir une 1 ^{ère} production à la clôture du projet.
Dont nombre d'emplois consolidés au profit des agriculteurs sur des terres de décrue	0	240	82	Cible finale atteinte à 34%. 219 producteurs consolidés ont bénéficié de parcelles aménagées. Seuls 82 ont débuté l'exploitation en novembre 2021 et ont pu obtenir une 1 ^{ère} production à la clôture du projet.
Dont Nombre d'emplois nouveaux, temporaires et permanents créés au profit des MPME/Coopératives (petite transformation) ¹¹	0	220	167	Cible finale atteinte à 75%.

¹⁰ Hors emplois temporaires créés au cours des travaux à HIMO puisque ceux-ci sont également comptés dans les emplois permanents créés par la suite.

¹¹ Nouvel indicateur créé pour tenir compte d'une nouvelle catégorie d'emplois créés à savoir les emplois temporaires et permanents créés par les MPME. Il permet aussi de combler le gap par rapport au nombre d'emplois créés indiqué dans le DTF.
Rapport final intervention

Pourcentage des RVA sur les emplois créés au profit des nouveaux agriculteurs (340) et du secteur des BTP (100)	0	10%	1%	Cible finale atteinte à 10%.
Pourcentage des femmes sur les emplois créés au profit des jeunes	0	40%	36%	Cible finale atteinte à 96%.

4.3.2 Analyse de la réalisation de l'output

Les indicateurs de résultats montrent une très bonne performance de l'intervention dans son ensemble, notamment dans les domaines essentiels tels que : les aménagements hydroagricoles, l'accompagnement formation aux AGR, la création d'emplois temporaires et permanents via les travaux à HIMO, les exploitations agricoles (maraîcher) et les MPME/coopératives de petite transformation. Il est important de noter aussi que 320 bénéficiaires ont été insérés par le projet dans des activités et chaînes de valeur autres que le maraîchage (mécanique rurale, embouches et aviculture, transformations agroalimentaires). Le faible nombre d'emplois créés pour les RVA (Retournés Volontaires Assistés) constitue une exception avec 8% de réalisation par rapport à la cible finale. Cela est dû au nombre très limité de RVA référencés par l'OIM présents dans les zones d'intervention du projet.

La présence de plusieurs opérateurs économiques locaux (fermiers agricoles, avicoles et d'embouches de ruminants, propriétaires d'ateliers de mécanique rurale) ayant accepté d'accueillir des jeunes en stage pratique a facilité l'apprentissage des métiers et l'insertion rapide des jeunes. La faible pluviométrie liée au changement climatique a perturbé certaines activités de formation (notamment pour la 2^{ème} cohorte de bénéficiaires) mais aussi le calendrier cultural.

Le manque de professionnalisme des entreprises bénéficiaires des travaux d'infrastructures (non-respect du planning et de certaines dispositions du cahier des charges notamment sur les normes de qualité) a entraîné des retards dans la réalisation des travaux (correction des défauts techniques).

Quelques résultats inattendus ont été observés en lien avec la mise en œuvre des activités. On peut noter, par exemple :

- Résultat inattendu positif : Le nombre important d'emplois créés par les MPMEs accompagnées par le projet dans la foulée de leur formation (161 jeunes recrutés dont 55 permanents et 106 temporaires) ainsi que l'augmentation du volume de leurs activités.
- Résultat inattendu négatif : Il a été observé que certaines parcelles assainies et attribuées aux jeunes pour l'agriculture maraîchère par le projet étaient plutôt exploitées par leurs parents. Bien que ces jeunes aient suivi des formations en compétences d'agriculture, beaucoup d'entre eux se sont lancés dans d'autres petites activités, laissant l'exploitation des parcelles reçues à leurs parents, ceci dans l'optique d'améliorer davantage les revenus du ménage.

4.4 Performance de l'output R.3.2 (UNCDF) : « Les jeunes et femmes des zones de développement utilisent les services financiers et non-financiers nécessaires au lancement d'activités économiques durables et résilientes »



4.4.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
2800 jeunes bénéficient de formation en éducation financière et ouvrent des comptes d'épargne ;		2800	1340	Cible finale atteinte à 47,8%. Tous les bénéficiaires recrutés dans les chantiers HIMO ont été formés et ont un compte épargne et un compte monnaie électronique fonctionnels
Volume d'épargne des jeunes mis au travail en HIMO équivalent à 1 EUR/jour		70631 Euros	70631 Euros	Tous les bénéficiaires ont récupéré leur épargne sans se déplacer dans les agences de Capital Finance.
300 jeunes accèdent au crédit et à la formation en gestions des dettes		300	47 dossiers 500 personnes	47 dossiers approuvés dont 37 individuels et 10 coopératives agricoles. 3 décaissés. Le décaissement des demandes des coopératives va bénéficier à plus de 500 personnes.
10 MPME/ coopératives appuyées (accès au crédit) ; Au moins 100 000 EUR en crédit octroyés à une dizaine de MPME-coopératives existantes		10	0	Les MPME rencontrées ne sont pas intéressées par un prêt mais plutôt des subventions directes.

4.4.2 Analyse de la réalisation de l'output

Les indicateurs de résultats montrent dans l'ensemble l'atteinte de l'output, excepté pour le volume de crédits octroyés aux MPME. En effet, aucune des quinze (15) MPME sélectionnées et accompagnées par l'intervention¹² n'a exprimé des besoins formels de crédits en dépit des formations et accompagnements qu'elles ont bénéficiés sur les relations et négociations avec les institutions financières. Les raisons sont multiples : produits financiers peu attractifs ou non adaptés aux besoins, formalisation en cours de certaines MPME, activités dont la rentabilité reste à confirmer sur le moyen terme, etc.

Concernant la formation en éducation financière et l'ouverture des comptes individuels d'épargne, 100% des jeunes sélectionnés pour les travaux à HIMO (1340) en ont bénéficié, la cible prévisionnelle finale (2800 jeunes) n'a pas été atteinte puisqu'il n'y a eu que 2 cohortes de jeunes sélectionnés.

Concernant l'accès des jeunes au financement, comme pour les MPME, les besoins exprimés sont encore très limités. En effet, seuls 237 dossiers de demande de crédits ont été reçus et analysés par les experts de Capital Finance. La réticence des jeunes pour la demande de crédits est liée en grande partie au fait qu'ils sont pour la plupart au stade encore de démarrage de leurs activités, particulièrement pour les maraîchers. D'autant qu'ils ont pu bénéficier du projet de kits de démarrage (semences, produits phytosanitaires, petits matériels) et qu'ils ont eu également l'opportunité de mobiliser leur épargne. Seuls 47 dossiers (19,8%) ont été acceptés par l'institution financière dont 10 coopératives (avec 500 membres). Ce qui constitue un taux d'acceptation relativement faible alors même que les conditions d'octroi ont été assouplies (seule une caution solidaire a été demandée comme garantie). En revanche, tous les dossiers des coopératives agricoles reçus ont été approuvés.

La complémentarité entre une institution de microfinance et un opérateur télécom permet d'atteindre les populations marginalisées et rurales et d'offrir une gamme de produits diversifiés. L'offre de produits financiers adaptés couplée à l'éducation financière permet aux bénéficiaires d'améliorer leurs compétences, de plus épargner et d'accéder à des crédits. L'approche digitale est pertinente dans les localités où le système bancaire physique est inexistant.

¹² Cf. Résultats 2.1 et 1.2
Rapport final intervention

L'étude HCD réalisée en début de projet montre que malgré le taux de pénétration de la téléphonie mobile de 45%, une grande majorité de la population n'a jamais entendu parler du mobile money et seuls 16% de ceux qui connaissent ont un compte. Or, l'intervention de Moov a permis d'étendre la disponibilité du mobile money dans cette zone et de sensibiliser les populations avec l'éducation sur le digital. Cette solution est pérenne et durable grâce au déploiement d'un réseau de proximité et l'optimisation de la couverture GSM de Moov.

Les groupes cibles de l'intervention se sont appropriés les produits et services financiers fournis, en particulier grâce à l'éducation financière. L'implication des prestataires de services financiers partenaires dans le projet et l'appui de UNCDF pour l'institutionnalisation des nouveaux produits développés permettent d'assurer la pérennité des solutions développées même après la fin du projet.

5 Synergies et complémentarités

5.1 Au niveau de la composante Enabel

La synergie d'actions se situe à plusieurs niveaux :

- **Avec d'autres interventions dans la Région, particulièrement celles financées par l'Union européenne** : La synergie d'actions se construit entre les différents partenaires dans le cadre des réunions du Cadre régional de concertation des acteurs de la formation professionnelle et technique, de l'emploi et de l'insertion socioprofessionnelle (CRCA/FPT/EISP) mis en place et présidé par le Conseil régional de Zinder :
 - Avec le Conseil régional de Zinder : Dans le cadre de la mise en œuvre de son PRD (Plan Régional de Développement), la Région, avec l'appui du projet PROGEM-GIZ, a identifié différentes zones à fortes potentialités agricoles et a mis à la disposition du projet une liste de « mesures » concernant les infrastructures structurantes prioritaires à réaliser dans ces zones. L'identification et le choix des 12 sites d'aménagement hydroagricole par le projet se sont appuyés sur ces priorités.
 - Avec le Projet PROGEM-GIZ : En 2020, Le Projet Durazinder et PROGEM-GIZ qui interviennent dans la même zone (Département de Kantché) ont convenu d'articuler leurs actions et d'éviter des doublons dans les domaines de la re planification des PDC, des travaux à HIMO de résilience climatique, de l'accompagnement des Collectivités territoriales et de l'appui aux Micro, Petites et Moyennes Entreprises dans les secteurs notamment de la transformation agro-alimentaire. En matière de gouvernance de la migration, PROGEM-GIZ accompagne les communes dans la mise en place et l'opérationnalisation des Observatoires communaux de la migration. Il appuie aussi les communes dans la réalisation d'infrastructures socio-économiques (centres de santé intégrés, écoles, marchés, centres de formation, gares routières, ...) dans le but de créer un environnement socio-économique permettant aux communes de mieux maîtriser les flux migratoires. DURAZINDER a pour objectif de créer des opportunités économiques et d'emplois pour lutter contre la migration irrégulière des jeunes. Il accompagne ses actions économiques par des actions d'ingénierie sociale et de sensibilisation des populations et des autorités locales sur la stratégie nationale de lutte contre la migration irrégulière en collaboration avec le Ministère de la décentralisation.
- Avec les autres agences de mise en œuvre financées par le FFU (AICS et SNV) mais aussi d'autres partenaires intervenants dans la lutte contre la migration irrégulière (OIM, LuxDev et GIZ-ProEmploi) : harmonisation des critères et des modalités de sélection des bénéficiaires ; échanges et partage d'expériences sur les approches d'insertion professionnelle des jeunes.

5.2 Au niveau de la composante UNCDF

UNCDF joue un rôle transversal dans le programme financé par le FFU en assurant les activités liées à l'inclusion financière avec les trois partenaires d'implémentation : AICS, Enabel et SNV. De nombreuses synergies existent entre ces trois projets, le but étant d'assurer la complémentarité et la cohérence entre les activités afin d'assurer la pérennité des solutions mises en œuvre. Ainsi, UNCDF travaille avec les mêmes partenaires (Capital Finance, Moov et Dimagi) sur les 3 projets. Cela permet de renforcer encore plus les capacités des partenaires et d'assurer une large diffusion des nouveaux produits et services développés pour répondre aux besoins des populations marginalisées.

Un accent particulier est mis sur la collaboration avec le Secrétariat exécutif de la SNFI (Stratégie Nationale de Finance Inclusive) dont UNCDF est un partenaire privilégié. La SNFI a été élaborée afin d'impulser le développement du secteur financier dans l'objectif de faciliter l'accès durable aux produits et services financiers diversifiés à l'ensemble de la population et plus particulièrement les couches économiquement vulnérables, notamment les femmes, les jeunes, les acteurs du secteur rural et du secteur informel. En travaillant avec le Secrétariat Exécutif de la SNFI (SE-SNFI) et en collaboration avec d'autres directions du Ministère des finances et de la BCEAO, l'UNCDF vise à :

- Favoriser le renforcement des capacités des acteurs de l'écosystème financier pour accélérer l'inclusion financière et la résilience des populations vulnérables
- Soutenir le développement d'un écosystème de paiement numérique accessible
- Appuyer les initiatives privées ou publiques de digitalisation des services financiers et promouvoir l'autonomisation et la protection des clients
- Promouvoir l'éducation financière efficace et appropriée des populations vulnérables
- Favoriser les conditions d'un cadre réglementaire et institutionnel appropriées pour la promotion et l'adoption rapide des services financiers par tous.

6 Thèmes prioritaires et transversaux

6.1 Environnement et changement climatique

La préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique sont au cœur des activités de l'intervention. En effet, la durabilité des emplois créés, essentiellement dans l'agriculture et l'élevage, dépend de la viabilité à moyen et long terme des exploitations agricoles. Or, dans un pays sahélien comme le Niger où les effets du changement climatique sont de plus en plus palpables (augmentation des températures, fortes inondations de plus en plus fréquentes, dégradation des sols, érosions, désertification avancée de certaines zones, etc.), les investissements productifs ne peuvent être durables sans investissements de résilience climatique.

L'intervention s'engage dans cette voie en appuyant les communes d'intervention dans « l'acclimatation » de leurs PDC, la définition et la réalisation d'actions prioritaires de protection de l'environnement et de résilience climatique. Elle a ainsi réalisé en travaux communautaires à HIMO des activités de récupération de terres dégradées (réalisation de demi-lunes) et de digues filtrantes pour le traitement de koris. Ces travaux ont permis de protéger en amont les périmètres agricoles irrigués et cultivés.

La question de l'environnement est également centrale pour le maraîchage et la gestion de l'eau qui en découle. Une meilleure gestion de l'eau, grâce à la gestion d'infrastructures opérationnelles, permet ainsi de mieux préserver cette ressource. Des champs écoles paysans maraîchers (CEPM) ont ainsi été déployés sur l'ensemble des sites de production dans le but d'initier et de former les jeunes mais aussi les agriculteurs consolidés à la pratique agricole préservant l'environnement et luttant contre les effets du changement climatique (exemple de l'agroécologie). De même, dans le souci de mieux sécuriser les cultures, 36

brigadiers phytosanitaires ont été formés pour leur permettre de mieux répondre à des sollicitations de producteurs tout en préservant l'environnement et la santé humaine. La lutte biologique et les méthodes alternatives utilisées en lutte phytosanitaire ont été abordées lors de ces formations.

Les formations accompagnement ont été très appréciées par les jeunes et ont contribué au changement de leurs pratiques agricoles. Appliquées lors des premières campagnes agricoles, ces nouvelles pratiques ont permis de produire en quantité et en qualité plusieurs types de légumes tout en gérant mieux l'eau, le sol et la gestion des fumures organiques. Néanmoins, la substitution des produits phytosanitaires chimiques par des produits biologiques reste un défi majeur dans l'avenir.

6.2 Genre

L'intervention accorde une importance particulière à la promotion de l'égalité des genres dans les activités menées et les résultats attendus de l'intervention. Cela se reflète dans les indicateurs de résultats, notamment en ce qui concerne la création d'emplois temporaires (HIMO) et durables (1304 Femmes/mois ETP pour les travaux HIMO soit un résultat atteint à 130% par rapport à la cible finale de 1000 femmes/mois ETP), l'accès au foncier et l'autonomisation économique (38% (354) des bénéficiaires des parcelles (939) sont des femmes et 81 femmes sont insérées dans la petite transformation agroalimentaire). La participation des femmes dans les réflexions et les décisions concernant les actions prioritaires d'investissements structurants est également largement favorisée par l'intervention. Enfin, l'intervention privilégie aussi les femmes dans les critères de sélection des bénéficiaires (39% des jeunes sélectionnés pour les travaux HIMO sont des femmes).

Par ailleurs, des formations sur le genre et le leadership féminin ont été réalisées dans les 3 départements de mise en œuvre de l'intervention. Ces actions entrent dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action genre élaboré de manière transversale pour l'ensemble des interventions menées par Enabel au Niger. Cela a permis d'intégrer la dimension de genre de manière transversale dans toutes les actions menées par le projet et a également conduit à mettre l'accent sur les femmes migrantes (ce qui s'est révélé pertinent étant donné le contexte local) lors de l'introduction de la flexibilité dans les critères d'inclusion et de sélection. Au total 5 séances ont été réalisées en raison d'une séance pour 2 communes. Toutes ces séances ont été réalisées au niveau des chefs-lieux de départements. 126 élus locaux ont été formés sur les 131 prévus, soit un taux de participation de 96%. 34 femmes ont participé sur les 126 élus formés soit 27%. Les participants se sont notamment familiarisés avec les principaux concepts de genre et d'inclusion sociale et ont développé une compréhension commune des terminologies. Les capacités des participants ont été renforcées sur les notions de leadership d'une manière générale et le leadership féminin en particulier.

Les femmes sont une cible prioritaire du projet, c'est pourquoi il est important d'identifier leurs besoins spécifiques. L'étude HCD a permis de mieux les comprendre et de développer des produits adaptés. De plus, l'intervention de UNCDF a considérablement augmenté le nombre de femmes détentrices de téléphone mobile, tout en les formant à leur utilisation. Ainsi leurs compétences tant dans le digital qu'en éducation financière ont été améliorées, participant à renforcer leur autonomisation. Elles ont aussi accès à des produits financiers formels et ont pu créer des liens de confiance avec les PSF, et ainsi accéder à des financements. Enfin, pour stimuler leur intégration au secteur financier et réduire l'écart entre hommes et femmes salariés dans ce domaine, des quotas ont été fixés pour assurer le recrutement de femmes en tant que points agents au sein du réseau Flooz.

6.3 Digitalisation

Une plateforme digitale de partage d'information entre les acteurs de la filière, devant permettre l'accès à l'information sur les opportunités commerciales et les échanges d'expérience a été mise en place par l'intervention afin de répondre aux besoins de mise en réseau des acteurs des différentes chaînes de valeur

souvent isolés. L'application mise en œuvre est simple et facile d'utilisation. Un smartphone a été fourni à chaque coopérative pour pouvoir utiliser l'application. L'intervention est pionnière dans l'introduction d'un tel outil novateur en milieu rural. En effet, la digitalisation est inéluctable, elle atteint progressivement le milieu rural et va faciliter grandement l'accès des acteurs économiques locaux aux informations qui leur sont utiles pour leurs activités. A travers cette application, l'intervention anticipe et initie les bénéficiaires à cette nouvelle technologie. Mais au-delà des aspects novateurs et d'apprentissage, les enquêtes préalables menées auprès des acteurs locaux ont montré des besoins réels d'échanges d'informations économiques et commerciales et le premier test d'utilisation de l'application a montré un engouement réel des bénéficiaires. La question est de savoir comment assurer la dynamisation et la pérennité de cet outil autrement dit sa mise à jour et sa maintenance. Dans cette optique, l'intervention a formé les CDA (Chef de district agricole) pour la mise à jour régulière du module "vidéo/audio sur les conseils et formations agricoles" ainsi que les points focaux des groupements et coopératives pour l'administration du réseau d'échange Telegram. Le projet a également négocié le transfert de la maintenance de l'application avec le RECA (Réseau national des chambres d'agriculture) à travers les CRA (Chambre régionale d'agriculture). Le principe du transfert a été accepté lors de la rencontre avec le Staff du RECA. Les négociations devront se poursuivre et relayées par le projet « Mahita » du nouveau portefeuille bilatéral d'Enabel pour la mise en place des modalités de ce transfert.

Par ailleurs, au-delà du renforcement de l'écosystème financier dans les zones d'interventions du projet, l'action de UNCDF vise aussi à promouvoir le digital comme outil facilitant la relation entre les clients et les PSF. L'idée est d'amener les services financiers aux bénéficiaires et non l'inverse, afin d'assurer une plus grande proximité et de faciliter l'accès et l'utilisation. L'introduction de technologies telles que la monnaie électronique répond à cette prérogative. La digitalisation des paiements des indemnités des travailleurs HIMO a permis de faciliter le processus et d'assurer les paiements dans les délais. Ce compte électronique leur permet aussi de payer certaines factures directement et de mieux gérer leur argent. Les bénéficiaires sont formés pour être capables d'utiliser ce nouvel outil. Ces formations sont elles aussi digitalisées, rendant l'apprentissage plus ludique. L'application permet de partager des vidéos en langue locales mais aussi d'assurer le suivi évaluation des séances avec les bénéficiaires.

Pour assurer la disponibilité des services de Moov money et Capital Finance dans la zone du projet, UNCDF a facilité l'intégration mobile des comptes monnaie électronique des bénéficiaires avec leurs comptes épargne. Ceci permet d'interagir avec les deux prestataires financiers sans se déplacer. La traçabilité des opérations effectuées obtenue grâce à la digitalisation permet de clarifier les réclamations des bénéficiaires et d'apporter les corrections nécessaires rapidement sur le processus opérationnel.

6.4 Emplois décents

L'intervention a pris des dispositions pour respecter les principes du "travail décent" dans les travaux à HIMO et susciter la confiance des bénéficiaires. Les actions d'ingénierie sociale réalisées par l'intervention ont en effet porté notamment sur l'application de ces principes du « Travail Décent ». En effet, dans la réalisation des travaux communautaires à HIMO de résilience climatique, les bénéficiaires sélectionnés et engagés ont signé des contrats individuels de prestation avec l'intervention. Ces contrats garantissent le respect des principes du Travail décent par l'intervention : honoraire journalier (2 500 FCFA) nettement supérieur au SMIG et incluant la protection sociale du bénéficiaire, dotation de kit de sécurité physique (chaussures adaptées aux travaux, imperméables, etc.) et sanitaire (dispositifs de lave-mains, masques, gels, savons).

7 Durabilité

La durabilité des emplois créés, la pérennité des infrastructures mises en place ainsi que le renforcement de la gouvernance locale de la migration constituent le défi majeur à venir post projet. En effet, en dépit de la bonne performance des résultats atteints, le temps d'accompagnement des bénéficiaires par l'intervention a été insuffisant pour garantir la durabilité et l'appropriation des acquis. Les risques de recul existent : décrochage et abandon de leurs activités par les jeunes (impatience par rapport à une rentabilisation progressive et trop longue de leurs investissements), destruction des infrastructures (vol des installations solaires), remise en cause des accords fonciers et sociaux pris par les propriétaires qui remettrait en cause l'autonomisation économique des jeunes et des femmes, mauvaise gestion des infrastructures, gouvernance locale de la migration non maîtrisée, etc.

La stratégie de sortie mise en place par l'intervention afin de réduire la survenance de ces risques repose sur la poursuite de l'accompagnement des bénéficiaires mais également des populations locales par des relais locaux notamment les services techniques de l'Etat, la Région et les communes. A travers des actions d'ingénierie sociale de plusieurs mois menées par l'intervention, les différentes structures et institutions locales ont été sensibilisées sur les enjeux de la poursuite de l'accompagnement pour la durabilité des acquis du projet. Cette stratégie se décline comme suit :

Enjeux et défis	Actions menées par le projet	Actions à poursuivre post projet	Structures porteuses
Comment minimiser les risques de décrochage et d'abandon de leurs activités par les jeunes ?	Garantir la fonctionnalité optimale des infrastructures (correction de toutes les anomalies pour assurer l'approvisionnement permanent en eau de tous les sites aménagés), attribution des parcelles et formation des bénéficiaires sur la gestion de l'eau (tour d'eau), mise à disposition de kits de démarrage des activités, Mise en réseau des acteurs par la digitalisation.	Suivi de la rentabilité des AGR/projet individuels	Direction agriculture via CDA Direction de l'élevage via agents communaux d'élevage
Comment garantir le respect à long terme des accords fonciers et sociaux ?	Signature des accords sociaux Signatures des ententes foncières Ingénierie sociale	Sensibilisation et suivi du respect des accords Signés	COFOCOM/COFODEP Communes Chef de villages Structures de gestion
Comment assurer une bonne gestion et maintenance des infrastructures ?	Mise en place et formation des Comités de Gestion des Points d'Eau et des Coopératives.	Budgétisation des dépenses de maintenance et entretien régulier des infrastructures, Suivi/ conseil des structures de gestion	Communes (maitres d'ouvrage), Directions régionale et départementales de Génie Rural, Directions régionale et départementales de l'agriculture
Comment renforcer la gouvernance locale pour une meilleure maîtrise de la migration des jeunes et des femmes ?	Replanification de 9 PDC et Prise en compte de la migration dans les politiques locales, Mise en place d'intercommunalité Gafati-Zermou et mutualisation des ressources entre les communes , Vulgarisation de la politique nationale sur la migration ; Mobilisation sociale en faveur de la réduction de la migration (Ingénierie sociale) ; Mise en place des comités (COCOSEM) au cours des derniers mois de l'intervention, qui ont permis des échanges sur le thème de la gouvernance des migrations et de la réintégration des personnes de retour	Suivi du plan d'action Inscription budgétaire via les PIA pour consolider les actions de stabilisation économiques des jeunes Poursuite de la vulgarisation de la politique nationale sur la migration	Communes Ministère de la décentralisation, Direction des Collectivités, Direction de l'état de civil & la migration Pour leur durabilité, intégrer les COCOSEM dans les Commissions des conseils communaux.,

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

Les succès les plus importants obtenus par l'intervention sont :

- Les négociations et l'obtention des accords fonciers et sociaux pour 120 ha de terrains à exploiter au bénéfice des jeunes et des femmes sur une durée de 10 à 15 ans dans un contexte local dominée par une forte pression foncière liée à l'explosion démographique : les actions d'ingénierie sociale (forte sensibilisation centrée sur la nécessité de créer des emplois pour les jeunes afin de les retenir sur les territoires) et la démarche menée impliquant toutes les structures du code rural à différents niveaux (COFODEP, COFOCOM et COFOB) mais également les autorités traditionnelles et les populations locales ont constitué le facteur principal de réussite de ces accords. Ce succès reste fragile, la durabilité de ces accords nécessite la poursuite permanente des actions d'ingénierie sociale afin de convaincre les propriétaires fonciers des impacts et retombées positifs de ces accords non seulement sur les emplois des jeunes mais aussi sur le développement économique local et l'accroissement des revenus des habitants de manière générale.
- L'ancrage politique et institutionnel des actions menées : Les autorités régionales et locales se sont fortement appropriées des actions menées. Cet ancrage de l'intervention au niveau régional et territorial est incontestablement un facteur positif du point de vue de la durabilité et de la pérennité à terme des actions. Pour preuve, deux communes, Yaouri et Gaffati, ont inscrits dans leur budget 2022 la prise en charge des travaux de maintenance des infrastructures réalisées. Ces initiatives positives pourront faire tache d'huile au niveau des autres communes. L'approche menée par l'intervention en privilégiant l'implication directe des communes et des services techniques régionaux et territoriaux dans les actions menées (approche fondée sur le principe de subsidiarité et la valorisation des compétences locales) constitue un élément clef dans la réussite de cet ancrage.
- L'engouement des bénéficiaires (individuels et groupements) pour les actions de formation accompagnement aux métiers, aux compétences de vie et à l'entrepreneuriat menées par le projet : Très appréciées et appropriées par les bénéficiaires (les rapports de formation indiquent un taux d'assiduité de 98% en moyenne sur l'ensemble des modules dispensés), ces actions ont renforcé leur motivation et ont contribué de manière positive à changer leur vision sur l'avenir (se projeter et fonder un projet économique et rentable dans leurs localités). L'approche menée en combinant principe de proximité et d'adaptabilité aux besoins des publics cibles, en alternant connaissance théorique et mise en pratique (chantier école) et en utilisant les langues locales constitue le facteur de réussite de ces actions. Cette motivation des bénéficiaires doit être entretenue par la poursuite d'un encadrement soutenu des communes et services techniques.
- La formation coaching des MPME : Echelonnés sur 4 mois, l'accompagnement et le renforcement des MPME dans plusieurs domaines (formalisation, organisation, gestion, marketing, leadership, élaboration de plan de développement et plan d'affaires, relations avec les institutions financières) ont eu un effet immédiat sur leur stratégie de développement. En effet, les MPME ont gagné en confiance sur l'avenir de leurs activités qui l'ont amené à recruter plusieurs jeunes (Cf. point 4.3.1). La rigueur dans les critères de sélection qui a conduit à retenir les entreprises ayant le plus de potentiel et motivation de développement fut un des facteurs de réussite de cette action.
- L'élargissement de la couverture des services financiers et non financiers dans la zone d'intervention du projet : L'étude de base définissant la logique d'intervention de UNCDF avait mis en exergue que 64% des potentiels bénéficiaires du projet n'ont jamais été clients d'une institution financière. Les zones d'intervention n'étaient pas couvertes par les institutions financières. La collaboration avec Moov et Capital Finance a permis de connecter les bénéficiaires à ces dernières.

La complémentarité entre les deux institutions a aussi permis d'élargir le réseau d'agents pour le déploiement des produits et services financiers et non financiers et d'améliorer les relations de proximité avec les bénéficiaires.

- L'éducation financière associée au déploiement des produits et services financiers a facilité l'adoption et l'utilisation des produits d'épargne et des comptes de monnaie électronique Floop money, méconnus des bénéficiaires avant l'arrivée du projet. Ils peuvent désormais recevoir et envoyer de l'argent en toute sécurité et gérer leurs comptes à distance. L'appui et l'implication d'Enabel dans l'organisation et la planification des formations en éducation financière, ainsi que l'accompagnement des bénéficiaires à formaliser leur identité (acquisition des pièces d'état civil) ont facilité l'enrôlement des 1340 bénéficiaires travailleurs HIMO sur le mobile money.

8.2 Les échecs

Les principaux échecs enregistrés par l'intervention sont les suivants :

- En l'absence d'études plus approfondies, et surtout dans des contextes où les emplois sont rares et les défis économiques importants, des enquêtes rapides dans chaque zone d'intervention auraient pu fournir des informations indispensables pour informer les choix de secteurs à privilégier. Une étude plus approfondie et une cartographie des acteurs auraient pu être réalisées sur les secteurs, les industries et les chaînes de valeur à fort potentiel de création d'emplois.
- Existence de nombreux défauts et anomalies techniques des ouvrages réalisés : Ce constat a amené l'intervention à procéder à plusieurs corrections occasionnant des surcoûts et des retards importants dans l'exploitation de ces ouvrages (particulièrement pour les aménagements hydroagricoles). Il montre les limites des acteurs concernés dans la maîtrise de ces types d'infrastructures. La faille se situe surtout au niveau du suivi-contrôle des travaux qui, assez souvent, est fait avec une certaine légèreté et dans un "esprit d'arrangement" avec les entreprises. D'où la nécessité impérieuse de renforcer au préalable non seulement les capacités techniques mais aussi l'éthique des principaux responsables du suivi contrôle pour qu'ils assurent de manière professionnelle et rigoureuse leurs tâches. Les procédures d'attribution des marchés doivent également mieux tenir compte des qualités, expériences et éthiques des entreprises et des bureaux de contrôle en mettant moins en avant l'aspect financier (moins disant).
- Retard important dans les premiers paiements des bénéficiaires des travaux à HIMO (cash out) : Censé apporter plus de rapidité et de sécurité dans le paiement des bénéficiaires, le système de paiement digital par mobile money n'a pas fonctionné comme il se devait et a causé d'importants retards de paiements (de 1 à plus de 3 mois dans certains cas) très préjudiciables pour les bénéficiaires. Le circuit trop lourd des opérations financières et l'absence d'une organisation rôdée pour en assurer un suivi rapproché ont été les principaux facteurs d'échec. La mise en place de procédures clarifiant le rôle des différentes parties prenantes dans les opérations menées a nettement amélioré le suivi des virements et un délai respectant les engagements a été enregistré sur tous les paiements suivants.
- L'intervention de Moov a été précédée d'une étude technique pour améliorer la couverture du réseau GSM. En effet, l'absence d'une bonne couverture du réseau GSM dans les zones du projet constitue un défi majeur pour le déploiement du réseau d'agents et des services financiers digitaux. Les travaux supplémentaires effectués par Moov pour améliorer la couverture de son réseau sur les sites de déploiement des kiosques ont un peu retardé l'opérationnalisation des points de services Floop.
- Le manque de pièces administratives, l'absence de couverture internet et du réseau GSM, plus prononcée en milieu rural, constituent les principales barrières à l'adoption des services financiers formels, en particulier le mobile money. Aussi les programmes avec un volet inclusion financière

doivent considérer ces contraintes et favoriser le développement d'un écosystème de paiements digitaux et élargir les réseaux de distribution pour se rapprocher des populations marginalisées en milieu rural.

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

L'intervention répond à des urgences (création d'emplois pour les jeunes dans l'optique d'offrir des perspectives socioéconomiques et ainsi de créer des alternatives à l'émigration dangereuse) tout en mettant en œuvre des solutions durables. Etant donné le délai très court (3 ans) pour atteindre les résultats escomptés, l'intervention a privilégié une approche pragmatique et a très peu développé des questions d'apprentissage stratégique (recherche action). Néanmoins, une capitalisation de l'expérience a été réalisée sur l'intervention qui fournit plusieurs analyses et enseignements tirés sur la l'approche et les démarches menées (Cf. rapport de capitalisation).

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Le déploiement d'actions d'ingénierie sociale en amont (sensibilisation centrée sur la nécessité de créer des emplois pour les jeunes afin de les retenir sur les territoires) et la démarche menée impliquant toutes les structures du code rural à différents niveaux (COFODEP, COFOCOM et COFOB) mais également les autorités traditionnelles et les populations locales ont constitué le facteur principal de réussite des négociations pour l'obtention des accords fonciers et sociaux pour 120 ha de terrains à exploiter au bénéfice des jeunes et des femmes sur une durée de 10 à 15 ans.	Enabel : équipe de formulation et de capitalisation des pratiques
L'approche menée par l'intervention en privilégiant l'implication directe des communes et des services techniques régionaux et territoriaux dans les actions menées (approche fondée sur le principe de subsidiarité et la valorisation des compétences locales) constitue la clef de la réussite de l'ancrage politique et institutionnel des actions menées qui constitue un facteur positif du point de vue de la durabilité et de la pérennité à terme des actions.	Enabel : intervention, portefeuille pays, équipe d'appui backstopping et de capitalisation Pays partenaires : Services techniques déconcentrés, Autorités locales
L'approche menée en combinant principe de proximité et d'adaptabilité aux besoins des publics cibles, en alternant connaissance théorique et mise en pratique (chantier école) et en utilisant les langues locales constitue le facteur de motivation des bénéficiaires (individuels et groupements) pour les actions de formation d'accompagnement aux métiers, aux compétences de vie et à l'entrepreneuriat menées par le projet.	Enabel : intervention, portefeuille pays, équipe d'appui backstopping et de capitalisation
La rigueur dans les critères de sélection qui a conduit à retenir les entreprises ayant le plus de potentiel et motivation de développement fut un des facteurs de réussite de la formation coaching des MPME	Enabel : intervention, portefeuille pays, équipe d'appui backstopping et de capitalisation
La complémentarité entre une IMF (Capital Finance) et un opérateur digital (Moov) a permis d'élargir le réseau d'agents pour le déploiement des produits et services financiers et non financiers et d'améliorer les relations de proximité avec les bénéficiaires.	Enabel : intervention, portefeuille pays, équipe d'appui backstopping et de capitalisation Partenaire de mise en œuvre spécialisé dans les questions de financement des activités et de digitalisation.
L'éducation financière associée au déploiement des produits et services financiers a facilité l'adoption et l'utilisation des produits d'épargne et des comptes de monnaie électronique Floop money par les bénéficiaires.	Enabel : intervention, portefeuille pays, équipe d'appui backstopping et de capitalisation Partenaire de mise en œuvre spécialisé dans les questions de financement des activités et de digitalisation.
Le renforcement au préalable non seulement des capacités techniques mais aussi l'éthique des entreprises et des principaux responsables du suivi contrôle des marchés et une prise en compte dans les procédures d'attribution des marchés des qualités, expériences et éthiques des entreprises et des bureaux de contrôle en mettant moins en avant l'aspect financier (moins disant) permettront d'éviter les risques liés aux défauts et anomalies techniques des ouvrages.	Enabel : intervention, ECA, portefeuille pays, équipe d'appui backstopping et de capitalisation Pays partenaire : maîtres d'ouvrages, entreprises, bureaux de contrôle, services techniques.

La mise en place de procédures clarifiant le rôle des différentes parties prenantes dans les opérations de paiement digital par mobile money permet d'éviter les retards importants dans les paiements des bénéficiaires des travaux à HIMO (cash out).	Enabel : intervention, portefeuille pays, équipe d'appui backstopping et de capitalisation Partenaire de mise en œuvre spécialisé dans les questions de financement des activités et de digitalisation.
L'absence d'une bonne couverture du réseau GSM dans les zones du projet constitue un défi majeur pour le déploiement du réseau d'agents et des services financiers digitaux.	Enabel : intervention, portefeuille pays, équipe d'appui backstopping et de capitalisation Partenaire de mise en œuvre spécialisé dans les questions de financement des activités et de digitalisation.
Le manque de pièces administratives, l'absence de couverture internet et du réseau GSM, plus prononcée en milieu rural, constituent les principales barrières à l'adoption des services financiers formels, en particulier le mobile money. Aussi les programmes avec un volet inclusion financière doivent considérer ces contraintes et favoriser le développement d'un écosystème de paiements digitaux et élargir les réseaux de distribution pour se rapprocher des populations marginalisées en milieu rural.	Enabel : intervention, portefeuille pays, équipe d'appui backstopping et de capitalisation Partenaire de mise en œuvre spécialisé dans les questions de financement des activités et de digitalisation.
En ce qui concerne la question de la gouvernance de la migration et de la réintégration des personnes de retour, DURAZINDER n'a pas bénéficié d'un ancrage fort et clair du projet au niveau national. Des efforts ponctuels ont eu lieu, mais aucune approche structurelle pour "ancrer" les activités avec les acteurs gouvernementaux responsables de la gouvernance de la migration n'a été mise en place. Le manque de points de connexion entre les activités d'Enabel au niveau local et la stratégie de migration des ministères au niveau national a été un défi pour le projet.	Enabel : intervention, portefeuille pays, équipe d'appui backstopping et de capitalisation Partenaires de mise en œuvre spécialisés dans les questions de gouvernance de la migration.

9 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Description des recommandations	L'acteur responsable de la (dés)approbation de la recommandation	p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année suivant celle du rapportage
Suivre et s'assurer de la fonctionnalité optimale des infrastructures AHA (installations solaires, réseaux de distribution d'eau, etc.) et s'assurer que des entretiens réguliers et des maintenances sont effectués par le CGPE, les coopératives et les communes maîtres d'ouvrage avec l'appui des services techniques (Génie rural et agriculture). Renouveler au besoin les formations des CGPE sur les entretiens du réseau. (Responsable : Services départementaux du Génie rural)	Enabel - Niger	Q2-Q3 2022
Suivre et s'assurer des paiements des redevances d'eau par les membres des coopératives. Appuyer/accompagner le CGPE et les coopératives dans leur gestion financière et leur gouvernance. (Responsable : Services départementaux l'agriculture)	Enabel - Niger	Q2-Q3 2022
Suivre et s'assurer de la budgétisation des dépenses de maintenance des ouvrages par les communes. (Responsable : Mission ministère de la décentralisation)	Enabel - Niger	Q2 2022
Poursuivre les actions d'ingénierie sociale sur le respect des accords fonciers et sociaux et sur la gouvernance de la migration. (Responsables : Services techniques départementaux de l'Agriculture, Commissions foncières départementales)	Enabel - Niger	Q3-Q4 2022
Accompagner les coopératives dans la préparation et l'élaboration de leur plans de campagne 2022-2023 et dans le montage de nouveaux plans d'affaires pour négociation de financement. (Responsables : Chefs de district agricoles ou CDA)	Enabel - Niger	Q3 – Q4 2022
Susciter l'intérêt pour les PTFs (LuxDev,...) de renforcer et d'étendre les acquis du projet en mettant l'accent sur la transformation des produits maraîchers et d'autres produits agricoles, le renforcement des 15 MPME actuelles (notamment sur l'accompagnement et le financement de leur plan de développement et plans d'affaires) et l'identification et l'accompagnement de nouvelles MPME dans les chaînes de valeur de la transformation des produits agroalimentaires. (Responsables : Enabel-Niger, Conseil régional de Zinder)	Enabel - Niger	Q2 2022
Développer la plateforme digitale de mise en réseau des acteurs des chaînes de valeur agricoles par le projet « Mahita » du nouveau portefeuille Enabel au Niger et poursuivre les négociations avec le RECA sur la maintenance de l'application. (Responsable : Enabel – Niger)	Enabel - Niger	Q2 – Q3 2022

Recommandations	Acteur	Date limite
Pour une utilisation accrue des services financiers, l'éducation financière doit se faire de façon continue, la digitalisation des modules semble être une réponse adéquate à cette problématique. Les formateurs doivent être proches des bénéficiaires pour les soutenir tout au long du projet.	UNCDF et ses partenaires (Capital Finance et Moov Africa)	Q2-Q4 2022
Poursuivre le financement et la densification du réseau d'agents, pour une consolidation des acquis du projet Durazinder et assurer la proximité avec les nouveaux clients. Accompagner les nouveaux marchands locaux sur la commercialisation des services et le traitement des requêtes et réclamations des clients.	UNCDF et ses partenaires (Moov Africa)	Q2-Q4 2022
L'accès au financement étant critique pour la durabilité des activités des entrepreneurs, il faut continuer à développer des outils financiers innovants pour leur permettre de se financer.	UNCDF et ses partenaires (Capital Finance)	Q2-Q4 2022
<p>Le projet s'est principalement concentré sur les causes économiques de la migration (puisque cela faisait partie de la mission principale du projet). Ce point de départ présuppose déjà une idée spécifique du processus et des raisons de la migration. Se concentrer uniquement sur la dimension économique sans avoir une vision plus large des moteurs de la migration peut passer à côté de certains aspects importants (comme cela a été le cas au Niger). Les projets futurs pourraient viser à mieux comprendre le niveau de gouvernance de la migration et du retour au niveau communautaire et la façon dont les éléments de pouvoir et les aspects culturels jouent dans les moteurs de la migration. Par ailleurs, une meilleure prise en compte et analyse des schémas de mobilité dans la ToC et au niveau de la formulation auraient pu aider à orienter l'approche migration du projet</p> <p>L'orientation des objectifs concernant la gouvernance locale des migrations (et le lien avec la stratégie nationale) devrait être mieux intégré dans le cadre de la formulation de l'approche. Une stratégie opérationnelle cohérente avec les politiques et stratégies nationales dans ce domaine devrait être incluse dans les projets qui visent à contribuer à la gouvernance des migrations.</p>	Enabel et ses partenaires institutionnels nationaux	Formulation des interventions futures

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B; Au moins un 'C, pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
	X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B; Au moins un 'C, pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
			B	
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				

	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		B		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		

C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.	
D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.	
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?		
A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.	
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
			C	
4.1 Durabilité financière/économique ?				
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.		
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.		
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.		

X	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?		
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
X	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

L'intervention a maintenu la théorie de changement telle qu'elle a été formulée dans le DTF. Des compléments et améliorations ont été apportés sur les indicateurs de résultats notamment en prenant en compte les indicateurs FFU.

Tableau-15 : Cadre des Résultats DURAZ-12/2019		Unité de mesure	Baseline 2018	Valeurs cibles			Source de données/Méthode	Collecte & Reporting
Indicateurs de Résultats Moyen Terme (RMT)				2019	2020	2021		
OG : Contribuer à la stabilité régionale et à une meilleure gestion des migrations en s'attaquant aux causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements forcés, en accroissant les opportunités économiques, le développement local et l'égalité des chances à travers une gestion durable de l'environnement								
OS1 : Promouvoir la création d'emplois au profit des femmes et des jeunes de la zone d'intervention, à l'horizon 2021.								
Taux moyen (%) d'emploi des jeunes dans les communes d'intervention		%		1%		2%		
R1.2 : Des infrastructures structurantes et résilientes, notamment au changement climatique, sont réalisées en HIMO via des chantiers écoles et des chantiers d'insertion /ENABEL								
A1-Investissements hydro-agricoles et socioéconomiques structurants								
1)	77 ha nouveaux irrigués (AHA) à travers les interventions DURAZ	Ha	562	0	0	77	- Rapport du Projet	Enquête/ATN-SE
2)	3850 bénéficiaires ciblés pour l'exploitation des sites aménagés	Exploitant	2810	0	0	3850	- Rapport de ciblage	Enquête/ATN-SE
3)	12 sites AHA identifiés, construits et équipés	AHA	N/D	0	0	12	- Rapport d'avancement - Rapport opérateur	
A2-Missions d'études, de suivi et de contrôle des infrastructures								
A3-Appuis à l'ingénierie sociale								
A4- Formation et accompagnement agricole et entrepreneuriat								
1)	5800 personnes bénéficiant de formations professionnelles ou développement de compétences (FFU-1.4)	Personnes	ND	0	800	5000	Rapport du projet	Enquêtes ATN-SE
2)	2800 personnes assistées pour développer des AGR (FFU-1.3)	Personnes	ND	0	800	2000	Rapport du projet	Enquêtes ATN-SE
1)	2500 Hommes/mois ETP d'emplois temporaires créés à travers HIMO et chantiers écoles créés 250 pour RVA	Hommes/mois ETP	30 965	0	1500	1000	Rapport du projet	Enquêtes ATN-SE
	- Dont 250 Hommes/mois (10%) pour les RVA			0	150	100	Rapport du projet	Enquêtes ATN-SE
	- Dont 1000 Femmes/mois (40%) pour les Femmes			0	600	400	Rapport du projet	Enquêtes ATN-SE
2)	900 emplois créés ou soutenus (FFU 1.1)	Emplois	0	0	340	560	Rapport du projet	Enquêtes ATN-SE
	- Dont 100 emplois permanents créés dans le secteur du BTP			0	40	60	Rapport du projet	Enquêtes ATN-SE

	- Dont 340 emplois permanents créés au profit de nouveaux agriculteurs sur de nouvelles terres irriguées			0	100	240		Rapport du projet	Enquêtes ATN-SE
	- 240 emplois consolidés au profit des agriculteurs sur des terres de décrue			0	100	140		Rapport du projet	Enquêtes ATN-SE
	- Dont 220 emplois nouveaux, temporaires et permanents créés au profit des MPME/coopératives (petite transformation)			0	100	120		Rapport du projet	Enquêtes ATN-SE
	- Dont 10% de RVA (44) sur les emplois créés au profit de nouveaux agriculteurs et du secteur des BTP			0	14	30		Rapport du projet	Enquêtes ATN-SE
	- Dont 40% de femmes sur les emplois créés au profit des jeunes			0	136	224		Rapport du projet	Enquêtes ATN-SE
OS2 : Soutenir le développement économique local durable et résilient aux changements climatiques dans huit (8) communes de la zone d'intervention de Zinder» à l'horizon 2021.									
Marge nette d'exploitation d'un site atteint		FCFA/ha/campagne		1200000		800000			
R2.1 / Des zones de développement en faveur d'une économie durable et adaptée au changement climatique sont créées et vont générer des investissements en faveur des populations de la région de Zinder/ENABEL									
A1-Etude des filières porteuses									
10 MPME créées ou soutenues (FFU-1.2)		MPME	ND	0	0	10			
A2-Développement des PDC acclimatés robustes et définition des actions prioritaires									
1)	350 personnes (50%) de femmes participant aux analyses, à la planification et au suivi de la mise en œuvre des investissements (désagrégé par sexe et âge)	Personne	0	0	300	50	Rapport opérateur Rapport commune Fiche suivi projet	Enquête ATN-SE	
2)	8 PDC acclimatés produits par l'action	PDC	0	0	8	0	Fiche suivi projet	Enquête ATN-SE	
A3-Appuis aux institutions régionales et communales cibles									
3)	12 accords fonciers conclus	Accord	0	12	0	0	Fiche suivi projet	Enquête ATN-SE	
OS3 : Mettre en place, d'ici à 2021, un écosystème favorable au développement des entreprises »									
Marge nette positive pour des activités économiques créées ou soutenues		%		0		0		80	
R3.2- Des jeunes et femmes des zones de développement utilisent les services financiers et non-financiers nécessaires au lancement d'activités économiques durables et résilientes/ UNCDF									
A1-Sélectionner les prestataires financiers et les prototypes de services financiers de base									
A2-Evaluer les besoins financiers des PME et développer des prototypes de services financiers									
A3-Développer une application consacrée à l'éducation financière pour renforcer la capacité									
A4-Mettre à l'échelle les services financiers en intégrant l'éducation financière									
1)	2800 jeunes bénéficiaires de l'éducation financière, ayant ouvert des Comptes d'Epargne	Jeune	0	0	2000	800	Rapport opérateur	Enquête ATN-SE	

2) 300 jeunes accèdent au crédit et à la formation/gestion des dettes	Jeune	0	0	200	100	Rapport opérateur	Enquête ATN-SE
3) 10 MPME/Coopératives appuyées	PME	0	0	8	2	Rapport opérateur	Enquête ATN-SE
4) 2500 personnes accédant aux services non-financiers	Personne	0	0	2000	500	Rapport opérateur	Enquête ATN-SE

Source : Annexe-1/Description de l'action ENABEL-DURAZ

10.3 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre	Période d'identification	Source	Statut
NER170721T - Tenue de la première réunion du COS le jeudi 28/05/2020 suite à la prise d'arrêté de création par le Ministère de l'intérieur.	28/05/2020	Comité de pilotage	Réalisé
Prolongation des durées d'exécution des projets : les projets doivent d'abord faire preuve de pragmatisme et déployer les efforts nécessaires afin de réaliser les interventions et obtenir les résultats escomptés dans les temps initiaux impartis. Toutefois, à cause des retards pris par les projets il est fort souhaitable que la DUE Niger puisse prendre en considération une extension de la durée d'exécution des projets afin d'en assurer la durabilité et la pleine satisfaction des bénéficiaires.	28/05/2020	Comité de pilotage	Réalisé
Acclimatation des PDC : une collaboration est indispensable avec le Ministère du développement communautaire et de l'aménagement du territoire (MDC-AT), le Conseil National pour l'environnement et le développement durable (CNEDD) et les conseils régionaux (CR).	28/05/2020	Comité de pilotage	Réalisé
Feuille de route des projets : impliquer les Régions et les communes le plutôt possible afin de mieux gérer la période des élections en fin d'année. De même, les feuilles de route des projets doivent être partagées et actualisées dans le cadre des ateliers régionaux pour une meilleure appropriation et implication des acteurs dans leur mise en œuvre.	28/05/2020	Comité de pilotage	Réalisé
Respect du cadre de la décentralisation : impliquer les acteurs de la décentralisation (conseils régionaux, Conseils communaux) dans les choix et la mise en œuvre des	28/05/2020	Comité de pilotage	Réalisé

actions. Renforcer les CT pour qu'elles s'approprient de la problématique de la migration (mieux comprendre les causes profondes, élaborer des stratégies et mettre en œuvre des actions appropriées).			
Régler urgemment le problème de garantie financière. Pour cela il faut organiser une rencontre entre le FISAN et les agences de mise en œuvre du programme pour trouver des alternatives.	01/10/2020	Comité de pilotage	Réalisé
Le comité de pilotage opte pour le mécanisme de financement mettant en exergue uniquement la subvention et l'apport personnel des bénéficiaires sans le crédit afin de solutionner rapidement les difficultés liées aux fonds de garantie et au financement des micro entrepreneurs,	27/05/2021	Comité de pilotage	Réalisé
Le comité propose de prolonger la durée des projets afin de leur permettre de consolider les acquis et assurer la durabilité des actions,	27/05/2021	Comité de pilotage	Réalisé
Valoriser les patrimoines (investissements réalisés) légués aux collectivités territoriales, pour la mise à jour des statistiques nationales,	27/05/2021	Comité de pilotage	
Impliquer davantage les ONG nationales dans le processus de sélection des prestataires d'exécution des actions,	27/05/2021	Comité de pilotage	Réalisé
Impliquer les services techniques déconcentrés à tous les niveaux dans le référencement des Retournés Volontaires Assistés de l'OIM pour faciliter l'atteinte des objectifs.	27/05/2021	Comité de pilotage	Réalisé
Le Comité préconise la systématisation de partage des résultats de l'évaluation et la capitalisation du projet DURAZINDER avec les autres agences de mise en œuvre pour favoriser l'apprentissage ;	07/12/2021	Comité de pilotage	En cours
Le Comité propose de désigner un nouveau lead pour le consortium car le projet DURAZINDER mis en œuvre par Enabel prendra fin en avril 2022 ;	07/12/2021	Comité de pilotage	Réalisé

A défaut de COS tournant, le comité encourage l'organisation d'une mission terrain par les membres du COS afin de visiter les réalisations des différents projets. L'équipe et la date de cette mission sera définie par le président du COS en collaboration avec les agences de mise en œuvre du programme.	07/12/2021	Comité de pilotage	Non réalisé
---	------------	--------------------	-------------

10.4 Matrice de monitoring complète

INDICATEUR OBJECTIVEMENT VERIFIABLE	UNITE	REF2018	Réalisation 2020	Réalisation 2021+ 3 mois d'extension (janvier-février-mars 2022)	PREVU LOP	Cumul 2020 et 2021		Taux de réalisation	
						REALISE	ECART (prévision-réalisé)		
Objectif spécifique 1 : « Promouvoir la création d'emplois au profit des jeunes (hommes et femmes) de la zone d'intervention, à l'horizon 2021 ».									
6	Taux moyen (au moins 2%) d'emploi des jeunes dans les communes d'intervention.	% (dans les communes)	1%	0%	2,08%	2%	2%	0%	104%
Résultat 1.2 : Des infrastructures structurantes et résilientes, notamment au changement climatique, sont réalisées en HIMO via des chantiers écoles et des chantiers d'insertion.									
7	77 ha de superficies nouvelles irriguées par l'action	Ha	562	0	120	77	120	-43	156%
8	Nombre de personnes bénéficiant de formations professionnelles ou développement de compétences 'FFU-1.4)	- Personne formée	861	706	2588	5800	3294	2506	57%
		Femme formée (%)	34	31%	53%	50%	84%		
9	Nombre de personnes assistées pour développer des AGR (FFU1.3)	Personne assistée AGR	0	706	2588	2800	3294	-494	118%
10	Nombre d'emplois (3280) créés ou soutenus (FFU -1.1)	Emploi DI (total)	30965	1829	2166	3280	3995	-715	88%

INDICATEUR OBJECTIVEMENT VERIFIABLE		UNITE	REF2018	Réalisation 2020	Réalisation 2021+ 3 mois d'extension (janvier-février-mars 2022)	PREVU LOP	Cumul 2020 et 2021		Taux de réalisation
							REALISE	ECART (prévision-réalisé)	
11	2500 H/Mois d'emplois temporaires créés à travers HIMO et Chantiers écoles	H/Mois ET HIMO	0	1829	1509	2500	3338	-838	134%
12	100 emplois permanents créés à travers HIMO et Chantiers écoles (BTP)	ETP HIMO	0	0	0	100	0	100	0%
13	340 nouveaux emplois créés au profit des nouveaux agriculteurs sur des nouvelles terres irriguées	E Nouveau Agriculteur	0	0	408	340	408	-68	120%
14	240 emplois consolidés au profit des agriculteurs sur terres de décrues	E Consolidé	0	0	82	240	82	158	34%
15	100 emplois nouveaux au profit des MPME/Coopératives (petite transformation)	E Nouveau MPME	0	0	167	100	167	-67	167%
16	Au moins 10% (soit 44) des emplois créés au profit des nouveaux agriculteurs (340) et des MPME-Coopératives (100), sont des RVA	% E Nouveau RVA	0	0	1%	10%	1%	9%	10%
17	40% (soit 1176) des emplois créés au profit des jeunes, sont des femmes.	% E Créé Femme	0%	23%	38%	40%	38%	2%	96%
Objectif spécifique 2 : Soutenir le développement économique local durable et résilient aux changements climatiques dans huit (8) communes de la zone d'intervention, à l'horizon 2021									
18	Marge nette d'exploitation d'un site irrigué atteint 800 000 FCFA/ha./campagne	FCFA/Ha	1 220 000	0	2 492 000	800 000	2492000	-1692000	312%
Résultat 2.1 : Des zones de développement en faveur d'une économie durable et adaptée au changement climatique sont créés et vont générer des investissements en faveur des populations									
19	MPME (10) créées ou soutenues (FFU-1.2)			0	46	10	46	-36	460%
20	350 personnes participent aux analyses, à la planification et au suivi de la mise en œuvre des investissements (à désagréger par sexe et âge)	Participant	0	114	134	350	248	102	71%

INDICATEUR OBJECTIVEMENT VERIFIABLE	UNITE	REF2018	Réalisation 2020	Réalisation 2021+ 3 mois d'extension (janvier-février-mars 2022)	PREVU LOP	Cumul 2020 et 2021		Taux de réalisation	
						REALISE	ECART (prévision-réalisé)		
21	Huit (8) PDC acclimatés produits par l'action	PDC	0	4	5	8	9	-1	113%
22	Au moins 12 accords fonciers conclus pour les 12 sites d'intervention du Projet	Accord foncier	0	12	0	12	12	0	100%
Objectif spécifique 3 (UNCDF) : Mettre en place, d'ici à 2021, un écosystème favorable au développement des entreprises									
23	Marge nette positive pour au moins 80% des activités économiques (Entreprises, Coopératives, AGR) créées ou soutenues.	% Activité économique	0	0	70%	80%	0,7	10%	88%
Résultat 3.2 (UNCDF) : Les jeunes et femmes des zones de développement utilisent les services financiers et non-financiers nécessaires au lancement d'activités économiques durables et résilientes.									
24	10 MPME/Coop. Petite transformation créées ou soutenues.	MPME/Coop/AGR	0	0	0	10	0	10	0%
25	Proportion (%) des prototypes de services financiers mis en place et opérationnels	% Prototype	0	20%	0	100%	0,2	80%	20%
26	2800 jeunes bénéficiaires de l'éducation financière, ayant ouvert des Comptes d'Epargne, dont % de femmes	Jeune EF	0	706	625	2800	1331	1469	48%
27	300 jeunes accèdent au crédit et à la formation/gestion des dettes, dont % de femmes	Jeune crédit	0	0	0	300	0	300	0%
28	10 MPME/Coopératives appuyées	MPME	0	0	0	10	0	10	0%
29	2500 personnes accédant aux services non-financiers, dont % de femmes	Personne SNF	0	710	625	2500	1335	1165	53%

10.5 Ressources en termes de communication

Un plan de communication et visibilité a été élaboré et plusieurs actions prévues dans ce plan ont été réalisées :

- Publication de 2 rapports de résultats 2019 et 2020
- Confection et distribution des dépliants sur les activités du projet
- Couverture médiatique de l'atelier régional de présentation du programme le 15 juillet 2020
- Couverture médiatique de remise de kit covid 19 au Conseil régional de Zinder en vue de leur distribution aux institutions et structures locales dédiées dans les zones d'intervention du projet au profit des populations locales (Spots radio, Sketch radio, Message radio et Affiches)
- Couverture médiatique des ateliers de validation des 9 Plans de développement communaux (PDC) acclimatés
- Couverture médiatique de l'atelier de cadre de concertation régional des acteurs de la formation professionnelle et technique et d'insertion socioéconomique des jeunes (Zinder)
- Elaboration d'un mini reportage vidéo sur le bilan des premiers travaux CES/DRS réalisés en HIMO et des premières actions de formation-accompagnement en entrepreneuriat de 714 bénéficiaires dans les communes de Dan Barto et Yaouri.
- Confection de T-shirts et casquettes : 200 T-shirts polo et 200 casquettes ont été confectionnés et distribués aux staff et partenaires de mise en œuvre du projet.
- Confection des panneaux de visibilité pour les infrastructures réalisées par le projet (12 panneaux AHA, 10 panneaux magasin bureau, 21 panneaux des sites HIMO)
- Confection et affichage des banderoles lors des ateliers et formation réalisés par le projet
- Publication des réalisations du projet sur les réseaux sociaux (Page Facebook d'Enabel Niger et les groupes WhatsApp comme Aminci, Durasécurité et Zinder Migration)
- Réalisation d'un film documentaire bilan des réalisations du projet (rétrospectives de l'ensemble des réalisations du projet sur les 3 ans)
- Publication d'un article sur le volet finance inclusive sur le [site de UNCDF¹³](https://www.uncdf.org/article/7402/le-mobile-outil-dinclusion-financiere-zinder) et celui des Nations Unies¹⁴ au Niger.
- Quatre publications sur les réseaux sociaux de UNCDF (LinkedIn, Facebook et Twitter)
- Conception d'un social media card pour illustrer les résultats clés de la logique d'intervention de UNCDF

¹³ Lien : <https://www.uncdf.org/article/7402/le-mobile-outil-dinclusion-financiere-zinder>

¹⁴ <https://niger.un.org/fr/173000-le-mobile-outil-dinclusion-financiere-zinder>
Rapport final

10.6 Personnel de l'intervention

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
Personnel national mis à disposition par le pays partenaire :	NA	
Personnel d'appui, recruté localement par ENABEL :		
- 1 ATN Suivi Evaluation : Mahaman Toukour Mahaman Hamissou	H	20/05/2020 au 31/03/2022
- 1 ATN Infrastructures : Moussa Halido	H	04/02/2019 au 31/12/2021
- 1 ATN Formation professionnelle et insertion : Brah Illa Waziri Ali	H	18/11/2019 au 28/02/2022
- 1 ATN Chaines de valeur : Illa Abdou	H	01/03/2019 au 28/02/2022
- 1 ATN Appui Institutionnel et Ingénierie sociale : Djadi Amadou	H	18/02/2019 au 28/02/2022
- 1 Chargé de suivi des investissements : Oume Idi	H	18/02/2019 au 31/12/2021
- 1 Conseiller agricole : Mousa Abdoul Kader	H	18/02/2019 au 31/03/2022
- 1 Conseiller agricole Boubacar Halarou	H	18/02/2019 au 15/05/2021
- 1 Conseiller agricole : Ousmane Kasso Abdoul Aziz	H	01/11/2021 au 31/03/2022
- 1 Conseiller agricole Saddi Ouzerou	H	17/07/2019 au 28/02/2022
- 1 Comptable : Issaka Abo Aïchatou	F	04/02/2019 au 20/11/2022
- 1 Aide comptable logisticien puis comptable Harouna Kadadé	H	01/10/2019 au 31/03/2022
- 1 Aide comptable logisticien : Mahaman Kaka Abdoul Razak	H	16/11/2020 au 31/03/2022
- 1 Assistante administrative : Abdoulaye Zouma Adama	F	18/02/2019 au 31/12/2022

- 2 chauffeurs		
○ Oumarou Djika	H	11/02/2019 au 31/03/2022
○ Kadry Mamane Saminou	H	01/07/2019 au 31/03/2022
Personnel de formation, recruté localement :	NA	
Personnel international (hors ENABEL) :	NA	
Experts internationaux (ENABEL) :	H	13/01/2019 – 31/03/2022
- 1 Intervention Manager : Gaston MANANJARA		
Personnel d'appui, recruté localement par UNCDF :		
- 1 expert finance digitale : Dominique Tagba (40%)	H	01/01/2019 – 15/07/2020
- 1 coordinateur de projet : Antoine Perez (40%)	H	01/01/2020 – 15/10/2021
- 1 Responsable programme Jeune : Maria Perdomo (10%)	F	01/01/2019 – 31/08/2020
- 1 Consultante éducation financière : Danielle Hopkins (5%)	F	01/01/2019 – 30/06/2019
- 1 chargée d'opérations : Emilienne Soungaize (5%)	F	01/01/2019 – 31/12/2019
- 1 expert technique jeune : Ata Cissé (10%)	F	01/01/2019 – 15/10/2021
- 1 expert finance agricole : Oumar Diouf (10%)	H	01/01/2020 – 31/12/2020
- 2 conseillères finance -jeune :		
- Arianna Gasparri (10%)	F	01/01/2019 – 30/06/2020
- Claire Matjasec (10%)	F	15/09/2020 – 31/08/2022
- 1 expert finance digitale : Cheikh Tidiane Gueye (40%)	H	15/11/2020 – 15/11/2022
- 1 manager pays : Olivier Yara (25%)	H	16/10/2021 – 15/09/2022

- 1 chargée de communication : Peace Ahouissou (20%)	F	01/09/2021 – 15/11/2022
- 1 chauffeur : Mahamadou Ibro	H	01/01/2021 – 31/12/2021

10.7 Mesures de contrôle, de suivi et d'audit

Le Programme de création d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de départ et de transit au Niger – DURAZINDER a été mis en œuvre conformément aux règles et procédures de comptabilité, de contrôle interne, d'audit et de procédures de passation de marchés publics évaluées positivement lors de l'évaluation ex ante des piliers.

Le projet a fait l'objet d'un audit financier final sur la période allant du 01/01/2021 au 30/04/2022. L'opinion, l'observation, les constatations et recommandations d'audit issues du rapport final de l'audit sont énoncées comme suit :

« Opinion sans réserve »

« A notre avis :

- Le rapport financier du projet donne une image fidèle, dans tous ses aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le projet au cours de la période du 1^{er} janvier 2021 au 30 avril 2022, conformément aux conditions contractuelles applicables ; et
- Les fonds alloués au projet ont, dans tous leurs aspects significatifs, été utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables.

Nos constatations sont présentées dans les parties prévues à cet effet de notre rapport, qui est exclusivement destiné à Enabel et vise à leur donner l'assurance que les rapports financiers ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à un référentiel comptable préétabli, mais aussi de déterminer si :

- Les fonds ont été utilisés en conformité avec la législation en vigueur et les conditions générales régissant les contrats et les conventions ;
- Les fonds ont été utilisés conformément aux objectifs planifiés ; et
- Les fonds ont été utilisés de manière efficiente et économe ».

« Nous attirons également votre attention sur les faiblesses de contrôle interne 1 à 5, exposées dans le chapitre correspondant de notre rapport, que nous avons rencontrées lors de la conduite de notre audit financier. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point ».

Le rapport d'audit exhaustif et ses détails se trouvent en annexe de ce rapport.

Au niveau d'UNCDF, cette sèrièrè suit les directives de programmation et opérationnelles qui s'appliquent à tous les membres du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM). En outre, compte tenu de l'ampleur de sa programmation conjointe avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUM) et dans un souci de simplification et d'harmonisation, l'UNCDF a choisi de suivre les politiques et procédures relatives aux programmes et aux opérations (POPP) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUM).

La responsabilité du PNUM (et par extension du UNCDF) est établie par la résolution 26/88 de l'Assemblée générale et affirmée par la résolution 59/250. Le système de responsabilisation du PNUM est composé (a) d'un cadre de responsabilisation et (b) d'une politique de contrôle. Le cadre de responsabilisation souligne l'engagement du PNUM en faveur d'une gestion de la performance fondée sur les résultats et les risques, ainsi que les valeurs et la culture partagées de responsabilité et de transparence. La politique de contrôle du PNUM comprend l'organisation d'un contrôle interne et externe indépendant pour donner au Conseil d'administration et à l'Administrateur l'assurance que des systèmes fonctionnels de contrôle interne sont en place, y compris l'évaluation du cadre politique, l'utilisation efficace des ressources et le respect des normes professionnelles. et les normes éthiques au PNUM.

En outre, l'UNCDF suit également le cadre de contrôle interne du PNUM. La politique du cadre de contrôle interne (Politique ICF) définit le but et les objectifs du contrôle interne et décrit comment le PNUM utilise les meilleures pratiques du secteur pour concevoir, appliquer et améliorer en permanence les contrôles internes afin d'atteindre ses objectifs organisationnels. La politique de l'ICF précise également les rôles et responsabilités du personnel et des non-fonctionnaires à tous les niveaux de l'organisation dans la réalisation des objectifs de contrôle interne, et la manière dont le PNUM surveille et évalue l'efficacité du contrôle interne.

Cette politique ICF est soutenue par, et doit être lue conjointement avec, le Guide opérationnel du cadre de contrôle interne (2021), qui rassemble les principales exigences de contrôle interne articulées tout au long du POPP pour aider les bureaux du PNUM à mettre en œuvre des contrôles internes efficaces dans les deux clusters. et les environnements non clusterisés. Plus précisément, le Guide opérationnel : (i) énonce les principaux rôles de contrôle interne quotidiens et leurs pouvoirs, obligations et responsabilités associés ; (ii) décrit à un niveau élevé certains points de contrôle de processus clés ; et (iii) identifie les rôles de la technologie de support (c'est-à-dire l'ERP), les droits et les outils disponibles pour affecter et surveiller la mise en œuvre du contrôle interne.

10.8 Exécution budgétaire

RAPPORT FINANCIER FINAL

PERIODE: DU 29/12/2018 AU 28/04/2022

COMPOSANTE ENABEL-UNCDF DU «PROGRAMME DE CREATION D'EMPLOI ET D'OPPORTUNITES ÉCONOMIQUES A TRAVERS UNE GESTION DURABLE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES ZONES DE DEPART ET DE TRANSIT AU NIGER», A ZINDER



BUDGET TOTAL	Montant initial	Agence d'exéc.	Total révisé		Par agence		Dépenses du 29/12/2018 au 31/12/2019	Dépenses du 01/01/2020 au 31/12/2020	Dépenses du 01/01/2021 au 28/04/2022	Total des dépenses du 29/12/2018 au 28/04/2022	Solde au 28/04/2022	Taux d'exécution
			%	Enabel	UNCDF							
A			4 768 165	69%	4 357 983,00	410 182,00	235 634,44	1 105 198,48	3 348 510,41	4 689 343,33	78 821,67	98%
A 01 (*)			612 434	9%	612 434,00	0,00	58 117,41	196 210,08	336 639,56	590 967,05	21 466,95	4%
A 01 01	100 000	Enabel	229 662		229 662,00	0,00	18 472,08	61 175,79	196 889,07	276 536,94	-46 874,94	
A 01 02	215 000	Enabel	222 591		222 591,00	0,00	13 551,89	85 000,32	49 892,33	148 444,54	74 146,46	
A 01 03	180 520	Enabel	160 181		160 181,00	0,00	26 093,44	50 033,97	89 858,16	165 985,57	-5 804,57	
A 02			3 745 549	54%	3 745 549,00	0,00	154 755,55	786 281,28	2 850 623,85	3 791 660,68	-46 111,68	101%
A 02 01	2 423 751	Enabel	2 420 795		2 420 795,00	0,00	89 613,25	531 343,90	1 948 278,71	2 569 235,86	-148 440,86	
A 02 02	232 003	Enabel	142 003		142 003,00	0,00	13 393,87	61 817,95	76 791,77	152 003,59	-10 000,59	
A 02 03	177 440	Enabel	185 520		185 520,00	0,00	20 101,95	47 425,00	97 509,87	165 036,82	20 483,18	
A 02 04	306 280	Enabel	866 243		866 243,00	0,00	30 830,42	145 694,43	683 339,96	859 864,81	6 378,19	
A 02 05	300 000	Enabel	130 988		130 988,00	0,00	816,06	0,00	44 703,54	45 519,60	85 468,40	
A 03			410 182,00	5,95%	0,00	410 182,00	22 761,48	122 707,12	161 247,00	306 715,60	103 466,40	75%
A 03 01	34 910	UNCDF	34 910		0,00	34 910,00	4 435,20	37 129,96	0,00	41 565,16	-6 655,16	
A 03 02	33 220	UNCDF	33 220		0,00	33 220,00	0,00	12 205,77	0,00	12 205,77	21 014,23	
A 03 03	32 354	UNCDF	32 354		0,00	32 354,00	0,00	27 909,98	0,00	27 909,98	4 444,02	
A 03 04	309 698	UNCDF	309 698		0,00	309 698,00	18 326,28	45 461,41	161 247,00	225 034,69	84 663,31	

Z	Moyens généraux Enabel		1 601 066,88		1 489 118	22%	1 489 118,00	0,00	439 240,05	434 208,91	572 811,27	1 446 260,23	42 857,77	97%
Z 01	Frais de personnel		889 258,00		889 669	13%	889 669,00	0,00	210 448,13	285 096,02	357 398,78	852 942,93	36 726,07	96%
Z 01 01	Assistance technique internationale - Intervention Manager	Enabel	647 500	592 407	592 407,00		0,00	166 622,22	175 771,19	234 163,24	576 556,65	15 850,35		
Z 01 02	Equipe de gestion administrative et financière	Enabel	203 256	224 543	224 543,00		0,00	29 805,13	89 701,64	98 551,12	218 057,89	6 485,11		
Z 01 03	Frais recrutement	Enabel	1 854	1 854	1 854,00		0,00	0,00	1,52	0,00	1,52	1 852,48		
Z 01 04	Quote-part Unité d'appui au projet	Enabel	36 648	70 865	70 865,00		0,00	14 020,78	19 621,67	24 684,42	58 326,87	12 538,13		
Z 02	Investissements		155 200,00		135 983	2%	135 983,00	0,00	112 500,22	12 432,14	5 255,62	130 187,98	5 795,02	96%
Z 02 01	Véhicules	Enabel	90 700	75 700	75 700,00		0,00	62 552,06	15 502,55	0,00	78 054,61	-2 354,61		
Z 02 02	Equipement bureau	Enabel	10 000	16 000	16 000,00		0,00	18 400,22	-3 123,80	400,94	15 677,36	322,64		
Z 02 03	Equipement IT	Enabel	34 500	22 283	22 283,00		0,00	18 236,42	-960,44	3 948,43	21 224,41	1 058,59		
Z 02 04	Aménagements du bureau	Enabel	20 000	22 000	22 000,00		0,00	13 311,52	1 013,83	906,25	15 231,60	6 768,40		
Z 03	Frais de fonctionnement		440 600,00		380 614	6%	380 614,00	0,00	109 295,74	107 594,49	185 927,69	402 817,92	-22 203,92	106%
Z 03 01	Fonctionnement bureaux (loyers, gardiennage, charges, télécom, fournitures...)	Enabel	225 000	220 644	220 644,00		0,00	54 090,90	52 401,91	64 578,59	171 071,40	49 572,60		
Z 03 02	Frais de fonctionnement des véhicules	Enabel	90 000	21 000	21 000,00		0,00	14 248,34	17 921,07	24 534,64	56 704,05	-35 704,05		
Z 03 03	Missions (1 semaine/mois)	Enabel	30 800	33 183	33 183,00		0,00	11 996,93	10 580,39	12 144,44	34 721,76	-1 538,76		
Z 03 04	communication et visibilité	Enabel	80 000	80 787	80 787,00		0,00	14 495,00	26 591,52	39 823,07	80 909,59	-122,59		
Z 03 05	Frais financiers (Enabel)	Enabel	5 000	5 000	5 000,00		0,00	-1 203,40	-44,66	2 729,22	1 481,16	3 518,84		
Z 03 06	Frais TVA	Enabel	0	-	0,00		0,00	0,00	12,59	0,00	12,59	-12,59		
Z 03 07	Autres frais de fonctionnement	Enabel	10 000	20 000	20 000,00		0,00	17 653,06	1 434,87	45 274,22	64 362,15	-44 362,15		
Z 99 98	Ecart de conversion	Enabel	0,00	0	0,00		0,00	-1 985,09	-1 303,20	-3 156,49	-6 444,78	6 444,78		
Z 04	Audit et Suivi et Evaluation		116 008,88		82 852	1%	82 852,00	0,00	6 995,96	29 086,26	24 229,18	60 311,40	22 540,60	73%
Z 04 01	Comités gouvernance/coordination/suivi	Enabel	15 000	19 417	19 417,00		0,00	0,00	14 566,25	-1 993,79	12 572,46	6 844,54		
Z 04 02	Evaluation	Enabel	40 000	10 000	10 000,00		0,00	0,00	0,00	333,71	333,71	9 666,29		
Z 04 03	Audit	Enabel	36 000	28 000	28 000,00		0,00	0,00	9 155,57	25 908,37	35 063,94	-7 063,94		
Z 04 04	Backstopping	Enabel	25 009	25 435	25 435,00		0,00	6 995,96	5 364,44	-19,11	12 341,29	13 093,71		
X	Moyens généraux UNCDF		186 642,00		186 642	3%	0,00	186 642,00	50 688,95	38 345,43	67 123,38	156 157,76	30 484,24	84%
X 01	Frais de personnel, investissements, frais de fonctionnement		186 642,00		186 642	3%	0,00	186 642,00	50 688,95	38 345,43	67 123,38	156 157,76	30 484,24	84%
X 01 01	Frais de personnel	UNCDF	176 628	176 628	0,00		176 628,00	50 138,43	36 143,48	59 310,20	145 592,11	31 035,89		
X 01 02	Equipement IT	UNCDF	1 500	1 500	0,00		1 500,00	164,08	0,00	2 790,36	2 954,44	-1 454,44		
X 01 03	Loyer	UNCDF	5 364	5 364	0,00		5 364,00	357,23	1 321,49	4 252,24	5 930,96	-566,96		
X 01 04	Frais de fonctionnement des véhicules	UNCDF	2 810	2 810	0,00		2 810,00	0,00	353,35	629,27	982,62	1 827,38		
X 01 05	Frais financiers	UNCDF	340	340	0,00		340,00	29,21	527,11	141,31	697,63	-357,63		
TOTAL	couts directs			6 443 925	93%	5 847 101,00	596 824,00	725 563,44	1 577 752,82	3 988 445,06	6 291 761,32	152 163,68	98%	
	Frais indirects (7 % des couts directs)			451 075		409 297,00	50 789,44	41 778,00	110 442,70	279 191,15	440 423,29	10 651,71		
TOTAL GENERAL				6 895 000	100%	6 256 398,00	638 602,00	776 352,88	1 688 195,52	4 267 636,21	6 732 184,61	162 815,39	98%	

10.9 Tableau récapitulatif des versements de préfinancement et remboursement des soldes non justifiés

	Montant des versements reçus
1ère tranche Enabel (reçue le 11/02/2019)	2 763 118,00 Euros
2ième tranche Enabel (reçue le 05/10/2021)	4 131 882,00 Euros
Montant total reçu Enabel	6 895 000,00 Euros
Montant total justifié Enabel/UNCDF	6 732 184,61 Euros
Montant solde non justifié et à reverser à l'UE	162 815,39 Euros
1ère tranche UNCDF	275 417,00 Euros
2ième tranche UNCDF	172 630,00 euros
3ième tranche UNCDF	190 555,00 euros
Montant total reçu UNCDF	638 602,00 Euros
Montant total justifié UNCDF	495 274,50 Euros
Montant solde non justifié par l'UNCDF et à restituer à Enabel	143 327,50 Euros

Au 30/04/2022, date de fin de la période de mise en œuvre de la convention, le montant cumulé des dépenses effectives de la composante Enabel/UNCDF est de 6 732 184,61 €, soit 98 % de taux d'exécution budgétaire. Ce montant comprend uniquement des factures/dépenses définitives et plus aucun engagement.

Quant au montant total des tranches reçues, il s'élève à 6 895 000,00 €, soit au final, un solde non justifié de **162 815,39 €** qu'Enabel doit reverser à l'UE.

10.10 Marchés publics

Tableau des marchés publics.

Référence	Intitulé	Montant attribué €	Contractor (T)
NER170721T-10001	NER 318/DURAZINDER/Enabel/2020 "Sélection d'un consultant chargé de l'acclimatation des PDC de 9 communes	39 941,64 €	ONG MUNGANE
NER170721T-10001	NER 318/DURAZINDER/Enabel/2020 "Sélection d'un consultant chargé de l'acclimatation des PDC de 9 communes	35 787,41 €	ONG Appui au Développement Local
NER170721T-10002	Lot 1 : réalisation des travaux de 4 aménagements hydroagricoles dans les communes d'Albarkaram et de Gafati respectivement dans les départements de Damagaram Takaya et de Mirriah (NER 351/Enabel/DURA Zinder/2020)	350 586,24 €	Entreprise ALBARKA
NER170721T-10002	Lot 2 : réalisation des travaux de 4 aménagements hydroagricoles dans les communes de Kantché et Yaouri, dans le département Kantché (NER 351/Enabel/DURA Zinder/2020)	232 443, 80 €	Entreprise SIG SARL
NER170721T-10002	Lot 3 : réalisation des travaux de 4 aménagements hydroagricoles dans les communes de Tsaouni et Dan Barto, dans le département Kantché (NER 351/Enabel/DURA Zinder/2020)	364 353, 91 €	Entreprise CC-BTP

NER170721T-10004	Réhabilitation d'un marché à bétail et construction de deux nouveaux marchés à bétail (NER 359/Enabel/DURA Zinder/2020)	38 076,25 €	Entreprise Haske
NER170721T-10008	Contrôle des travaux AHA (NER 357/Enabel/DURA Zinder/2020)	39 825,00 €	Cabinet AGECI
NER170721T-10011	Construction d'un comptoir de vente à Katifou	38 989,00 €	ETP/HA AMADOU SOUMAILA
NER170721T-10012	Réhabilitation de la piste Tassaou-Angoual Doutchi	200 446,00 €	Entreprise Issa Boubacar
NER170721T-10015	Action de formation accompagnement première cohorte de bénéficiaires à l'entrepreneuriat	57 869,64 €	Consortium Africo-Yemec
NER170721T-10016	Actions de formation accompagnement de la 1ère cohorte de bénéficiaires aux métiers	57 869,65 €	CACIF SAHEL
NER170721T-10027	Sélection d'ONGs pour la conduite des Champs Ecoles Paysans (CEP)	76 892,00 €	GIE FOUSSAHA
NER170721T-10028	Sélection d'un prestataire pour l'appui à la sélection et l'accompagnement des MPME	31 960,11 €	CACIF SAHEL
NER170721T-10036	Sélection d'un prestataire pour la mise en œuvre d'actions d'ingénierie sociale	46 898,00 €	INO-DEV CONSULT
NER170721T-10048	Construction des magasins-bureaux sur les sites aménagés - lot 3	40 722,24 €	ENTREPRISE G.T.I SARL
NER170721T-10048	Construction des magasins-bureaux sur les sites aménagés - lot 2	42 621,66 €	ENTREPRISE LE BATISSEUR
NER170721T-10048	Construction des magasins-bureaux sur les sites aménagés - lot 1	22 848,38 €	ENTREPRISE MAMAN ISSAKA ET FRERES
NER170721T-10088	Fourniture et transport de plants et leur plantation sur sites des terres récupérées	20 355,87 €	Entreprise Abdoulaye Harouna et Fils
NER170721T-10076	Achat de moutons (kits de départ pour les groupements)	27 349,14 €	Entreprise Abdoulaye Harouna et Fils

NER170721T-10076	Achat de moutons (kits de départ pour les groupements)	24 514,00 €	Entreprise Ibrahim Abdoul Karim
NER377	coordination des activités du chantier d'insertion professionnelle des jeunes à travers des actions de formation-accompagnement aux métiers dans les chaînes de valeur des filières maraichage, embouche (petits ruminants) et aviculture dans les communes rurales de YAOURI et de DAN BARTO, département de KANTCHE	69 354,30 €	CACIF SAHEL
DP15/2019/DURA	Etudes Baseline et appui à la mise en place du cadre de monitoring et de suivi-évaluation du projet DURAZINDER-	15 831 €	BEFAC-REP
DP16/2019/DURA	Achat du matériel des travaux HIMO-	20 135 €	Entreprise ETP/HA
NER 305/Enabel/DURA Zinder/2020	Lot 1 : travaux de réalisation de 8 nouveaux forages dans le département de Kantché.	90 705 €	Entreprise I.Kada
NER 305/Enabel/DURA Zinder/2020	Lot 2 : réalisation de 8 nouveaux forages, dans les départements de Damagaram Takaya et Mirriah.	110 520 €	Entreprise BAH
NER 359/Enabel/DURA Zinder/2020	Lot1 : Réhabilitation du marché à bétail de Kassama, commune rurale d'Albarkaram, département de Damagaram Takaya	34 080,12 €	Entreprise EIF
NER 361/Enabel/DURA Zinder/2020	Travaux de construction d'un comptoir de vente de produits maraîchers à Katoufou, commune rurale de Yaouri, département de Kantché	38 989,41 €	Entreprise ETP/HA
NER 364/Enabel/DURA Zinder/2020	Sélection d'un prestataire pour la coordination des activités de chantier d'insertion professionnelle des jeunes à travers des actions de formation-accompagnement à l'entrepreneuriat et en compétences de vie dans les communes rurales de Yaouri et de Dan Barto	57 869,647 €	Consortium YEMEC-AFRICO
DP 07/2020/DURAZINDER	Achat et fourniture de moellon sur les sites du le Projet DURAZINDER-	15 103,89 €	ENTREPRISE ALBARKA

DP 17/2019/DURAZINDER	« Recrutement d'un prestataire pour l'encadrement et la gestion administrative et financière des bénéficiaires des travaux HIMO	17 581,79 €	ONG CADEL
DP 12/2020/DURAZINDER	Achat de divers articles pour les activités de chantier d'insertion professionnelle des jeunes à travers des actions de formation dans les communes de Ban Barto et Yaouri -	18 525,60 €	ZOULADEYNI NAFIOU
DP 05/2020/DURAZINDER	Suivi et contrôle des travaux de réalisation de 16 forages (NER170721T-10019)	20 920,00 €	H2D
06/DURAZR/2020	Elaboration d'un plan de communication et de visibilité pour le programme de création d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de départ et transit au Niger	15 839,00 €	BECODEV
YSE/Niger/2019/PBA/01	Contrat de Subvention Basé sur la Performance UNCDF / Capital Finance	59 184 €	Capital Finance
YSE/Niger/2019/PBA/02	Contrat de Subvention Basé sur la Performance UNCDF / Moov	47 285 €	Moov
YSE/2018/PBA/01	Contrat de Subvention Basé sur la Performance UNCDF / Dimagi	48 095€	Dimagi

10.11 Inventaire et réaffectation finale des équipements, matériel et mobilier

Les équipements acquis durant l'intervention sont réaffectés comme suit :

10.11.1 Equipements roulants du projet et réaffectation

Code d'inventaire	Marque/modèle	N° de série/ Chassis	Date d'acquisition	Montant en XOF	Montant Euro	Numéro fournisseur	Mode fin.	Structure bénéficiaire
01614 RN	HARD TOP	JTEEB71J-107045855	07/02/2019	20 067 679	30 592,98	TOYOTA MOTOR EUROPE SA	REG	DDGR de Kantché
01615 RN	HARD TOP	JTEEB71J-507045888	07/02/2019	20 067 679	30 592,98	TOYOTA MOTOR EUROPE SA	REG	DDGR de Damagaram Takaya
IT 01993 RN	DT	DE02X-108192	01/04/2020	2 250 000	3 430,10	CFAO MOTORS	REG	DDGR de Damagaram Takaya
IT 01991 RN	DT	DE02X-101893	01/04/2020	2 250 000	3 430,10	CFAO MOTORS	REG	DDA de Mirriah
IT 01988 RN	DT	DE02X-108176	01/04/2020	2 250 000	3 430,10	CFAO MOTORS	REG	DDA de Kantché
IT 01989 RN	DT	DE02X-108197	01/04/2020	2 250 000	3 430,10	CFAO MOTORS	REG	DDGR de Mirriah
6					74 906,37			

10.11.2 Equipements informatiques du projet et réaffectation

Code d'inventaire	Désignation	Marque/modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant en XOF	Montant Euro	Fournisseur	Mode fin.	Structure bénéficiaire
DURAZR/ENABEL/EI/19/01	Ordinateur portable, souris et sac	HP	SCD63638TC	21/03/2019	782 500	1 192,91	Niger Technologies	REG	CR de Kantché
DURAZR/ENABEL/EI/19/02	Ordinateur portable, souris et sac	LENOVO	PF182NFL	21/03/2019	782 500	1 192,91	Niger Technologies	REG	CR de Yaouri
DURAZR/ENABEL/EI/19/03	Ordinateur portable, souris et sac	LENOVO	YD063G4G	21/03/2019	782 500	1 192,91	Niger Technologies	REG	
DURAZR/ENABEL/EI/19/04	Ordinateur portable, souris et sac	LENOVO	YD063G2L	21/03/2019	782 500	1 192,91	Niger Technologies	REG	CR DE Daoutché
DURAZR/ENABEL/EI/19/05	Ordinateur portable, souris et sac	LENOVO	PF182KLZ71	21/03/2019	575 000	876,58	Niger Technologies	REG	CR de Tsaouni
DURAZR/ENABEL/EI/19/06	Ordinateur portable, souris et sac	LENOVO	PF182NC3	21/03/2019	575 000	876,58	Niger Technologies	REG	CR de Kourni

Code d'inventaire	Désignation	Marque/modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant en XOF	Montant Euro	Fournisseur	Mode fin.	Structure bénéficiaire
DURAZR/ENABEL/EI/19/07	Ordinateur portable, souris et sac	HP	8265NGW	21/03/2019	782 500	1 192,91	Niger Technologies	REG	CR de Mazamni
DURAZR/ENABEL/EI/19/09	Ordinateur portable, souris et sac	HP	SCD7401ZZZ	21/03/2019	782 500	1 192,91	Niger Technologies	REG	CR d'Albarkaram
DURAZR/ENABEL/EI/19/10	Ordinateur portable, souris et sac	HP	SC0740200W	21/03/2019	782 500	1 192,91	Niger Technologies	REG	CR de Gaffati
DURAZR/ENABEL/EI/19/11	Imprimante HP MFP M477 FDN	HP	VNBKL11OJM	16/04/2019	425 750	649,05	Gamma Informatique	REG	DRGR de Zinder
DURAZR/ENABEL/EI/19/12	imprimante HP MFP M477 FDN	HP	VNBKL11OMJ	16/04/2019	425 750	649,05	Gamma Informatique	REG	DDA de Mirriah
DURAZR/ENABEL/EI/19/13	Copieur sharp AR 6023N	SHARP	983/FYF-RNBBY	16/04/2019	1 145 000	1 745,54	Gamma Informatique	REG	DRET/FP de Zinder
DURAZR/ENABEL/EI/19/15	Imprimante HP laser jet MFP	HP	MPHP110	22/11/2019	400 000	609,80	Niger Technologies	REG	DDA de Kantché
DURAZR/ENABEL/EI/19/16	Ordinateur portable, souris et sac	HP	898XG	03/10/2019	567 500	865,15	Niger Technologies	REG	CR de Dan Barto
DURAZR/ENABEL/MB/19/17	Ordinateur portable, souris et sac	LENOVO	PFYDNOB8A2600 B	17/12/2019	575 000	876,58	Niger Technologies	REG	CR de ZERMOU
DURAZR/ENABEL/MB/19/18	Video projecteur	EPSON	Model H8442B	21/03/2019	400 500	610,56	Gamma Informatique	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/19	GPS	GARHIN	4A6093998	21/03/2019	299 875	457,16	Gamma Informatique	REG	DDE de Damagaram Takaya
DURAZR/ENABEL/MB/21/20	Imprimante	HP	VNB8JVD67K	10/01/2020	415 000	632,66	Ibrahim Laouan	REG	DDA de Damagaram Takaya
DURAZR/ENABEL/MB/21/21	Ordinateur portable et sac	Lenovo Thinkpad	ID TP00117A	21/05/2021	675 000	1 029,03	SOMA	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/21/23	Ordinateur portable et sac	Lenovo Thinkpad	1Tera	17/07/2021	850 000	1 295,82	Ordisys	REG	Préfecture de Damagaram Takaya
DURAZR/ENABEL/MB/21/24	Video projecteur	EPSON	3LCD/Ecran LCD 0,55	17/07/2021	390 000	594,55	Ordisys	REG	DDGR/Damagaram Takaya
	Achat Laptop HP Pavillon core	HP		29/04/2022	700 000	1 067,14	ELECTIC NIGER		UNCDF bureau Niger
	Ecran HP 24 Pouces ultra slim	HP		29/04/2022	810 000	1 234,84	ELECTIC NIGER		UNCDF bureau Niger
	HP Elite USB-C Docking station	HP		29/04/2022	320 000	487,83	ELECTIC NIGER		UNCDF Bureau Niger
	Materiel informatiques	24			15 026 875	22 908,32			

10.11.3 Mobilier du projet et réaffectation

Code d'inventaire	Désignation	Marque/ modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant en XOF	Montant Euro	Fournisseur	Mod e fin.	Structure bénéficiaire
DURAZR/ENABEL/MB/19/0 1	Fauteuil de bureau	NA	NA	16/04/2019	80 000	121,96	Elhadj Maman Laouali	REG	CR de Mazamni
DURAZR/ENABEL/MB/19/0 2	Fauteuil de bureau	NA	NA	16/04/2019	80 000	121,96	Elhadj Maman Laouali	REG	CR de ZERMOU
DURAZR/ENABEL/MB/19/0 3	Fauteuil de bureau	NA	NA	16/04/2019	80 000	121,96	Elhadj Maman Laouali	REG	CR d'Albarkaram
DURAZR/ENABEL/MB/19/0 4	Fauteuil de bureau	NA	NA	16/04/2019	80 000	121,96	Elhadj Maman Laouali	REG	CR de Dan Barto
DURAZR/ENABEL/MB/19/0 5	Fauteuil de bureau	NA	NA	16/04/2019	80 000	121,96	Elhadj Maman Laouali	REG	DDA de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/0 6	Fauteuil de bureau	NA	NA	16/04/2019	80 000	121,96	Elhadj Maman Laouali	REG	CR de Tsaouni
DURAZR/ENABEL/MB/19/0 7	Fauteuil de bureau	NA	NA	16/04/2019	80 000	121,96	Elhadj Maman Laouali	REG	CR DE Daoutché
DURAZR/ENABEL/MB/19/0 8	Fauteuil de bureau	NA	NA	16/04/2019	80 000	121,96	Elhadj Maman Laouali	REG	CR de Kourni
DURAZR/ENABEL/MB/19/0 9	Fauteuil de bureau	NA	NA	16/04/2019	80 000	121,96	Elhadj Maman Laouali	REG	CR de Yaouri
DURAZR/ENABEL/MB/19/1 0	Table bureau	NA	NA	16/04/2019	65 000	99,09	Elhadj Maman Laouali	REG	CR de Mazamni
DURAZR/ENABEL/MB/19/1 1	Table bureau	NA	NA	16/04/2019	65 000	99,09	Elhadj Maman Laouali	REG	CR de ZERMOU
DURAZR/ENABEL/MB/19/1 2	Table bureau	NA	NA	16/04/2019	65 000	99,09	Elhadj Maman Laouali	REG	CR d'Albarkaram
DURAZR/ENABEL/MB/19/1 4	Table bureau	NA	NA	16/04/2019	65 000	99,09	Elhadj Maman Laouali	REG	CR deTsaouni

Code d'inventaire	Désignation	Marque/ modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant en XOF	Montant Euro	Fournisseur	Mod e fin.	Structure bénéficiaire
DURAZR/ENABEL/MB/19/15	Table bureau	NA	NA	16/04/2019	65 000	99,09	Elhadj Maman Laouali	REG	DDA de Kantché
DURAZR/ENABEL/MB/19/16	Table bureau	NA	NA	16/04/2019	65 000	99,09	Elhadj Maman Laouali	REG	CR DE Daoutché
DURAZR/ENABEL/MB/19/17	Table bureau	NA	NA	16/04/2019	65 000	99,09	Elhadj Maman Laouali	REG	CR de Kourni
DURAZR/ENABEL/MB/19/18	Table bureau	NA	NA	16/04/2019	65 000	99,09	Elhadj Maman Laouali	REG	CR de Yaouri
DURAZR/ENABEL/MB/19/19	Chaise table de réunion	NA	NA	16/04/2019	25 000	38,11	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/20	Chaise table de réunion	NA	NA	16/04/2019	25 000	38,11	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/21	Chaise table de réunion	NA	NA	16/04/2019	25000	38,11	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/22	Chaise table de réunion	NA	NA	16/04/2019	25 000	38,11	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/23	Chaise table de réunion	NA	NA	16/04/2019	25 000	38,11	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/24	Chaise table de réunion	NA	NA	16/04/2019	25 000	38,11	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/25	Chaise table de réunion	NA	NA	16/04/2019	25 000	38,11	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/26	Chaise table de réunion	NA	NA	16/04/2019	25 000	38,11	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/27	Chaise table de réunion	NA	NA	16/04/2019	25 000	38,11	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/28	Chaise table de réunion	NA	NA	16/04/2019	25 000	38,11	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Mirriah

Code d'inventaire	Désignation	Marque/ modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant en XOF	Montant Euro	Fournisseur	Mod e fin.	Structure bénéficiaire
DURAZR/ENABEL/MB/19/29	Chaise table de réunion	NA	NA	16/04/2019	25 000	38,11	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/30	Chaise table de réunion	NA	NA	16/04/2019	25 000	38,11	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/31	Chaise visiteur	NA	NA	16/04/2019	18 000	27,44	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Kantché
DURAZR/ENABEL/MB/19/32	Chaise visiteur	NA	NA	16/04/2019	18000	27,44	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Kantché
DURAZR/ENABEL/MB/19/33	Grande table de réunion	NA	NA	16/04/2019	550 000	838,47	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/34	Armoire métallique	NA	NA	16/04/2019	65 000	99,09	Elhadj Maman Laouali	REG	CR de Mazamni
DURAZR/ENABEL/MB/19/35	Cafetière électrique	NA	NA	16/04/2019	35 000	53,36	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Kantché
DURAZR/ENABEL/MB/19/36	Microonde	NA	NA	16/04/2019	110 000	167,69	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Kantché
DURAZR/ENABEL/MB/19/37	Bouilloire électrique	NA	NA	16/04/2019	12 000	18,29	Elhadj Maman Laouali	REG	Préfecture de Kantché
DURAZR/ENABEL/MB/19/38	Coffre-fort	NA	NA	16/04/2019	240 000	365,88	Elhadj Maman Laouali	REG	CR d'Albarkaram
DURAZR/ENABEL/MB/19/39	Split 2,5 CV	NA	NA	16/04/2019	350 000	533,57	AMADOU MAHAMAN	REG	CR de Kantché
DURAZR/ENABEL/MB/19/40	Split 2,5 CV	NA	NA	16/04/2019	350 000	533,57	AMADOU MAHAMAN	REG	CR de Gaffati
DURAZR/ENABEL/MB/19/41	regulateurs de tension leo R100/1000VA	1000VA	NA	16/04/2019	55 000	83,85	GAMMA INFORMATIQUE	REG	CR de Kantché
DURAZR/ENABEL/MB/19/42	regulateurs de tension leo R100/1000VA	1000VA	NA	16/04/2019	55 000	83,85	GAMMA INFORMATIQUE	REG	CR de Yaouri
DURAZR/ENABEL/MB/19/43	regulateurs de tension leo R100/1000VA	1000VA	NA	16/04/2019	55 000	83,85	GAMMA INFORMATIQUE	REG	CR de Dan Barto
DURAZR/ENABEL/MB/19/44	regulateurs de tension leo R100/1000VA	1000VA	NA	16/04/2019	55 000	83,85	GAMMA INFORMATIQUE	REG	CR DE Daoutché
DURAZR/ENABEL/MB/19/45	regulateurs de tension leo R100/1000VA	1000VA	NA	16/04/2019	55 000	83,85	GAMMA INFORMATIQUE	REG	CR de Kourni
DURAZR/ENABEL/MB/19/46	regulateurs de tension leo R100/1000VA	1000VA	NA	16/04/2019	55 000	83,85	GAMMA INFORMATIQUE	REG	CR de Tsaouni
DURAZR/ENABEL/MB/19/47	regulateurs de tension leo R100/1000VA	1000VA	NA	16/04/2019	55 000	83,85	GAMMA INFORMATIQUE	REG	CR d'Albarkaram

Code d'inventaire	Désignation	Marque/ modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant en XOF	Montant Euro	Fournisseur	Mod e fin.	Structure bénéficiaire
DURAZR/ENABEL/MB/19/48	regulateurs de tension leo R100/1000VA	1000VA	NA	16/04/2019	55 000	83,85	GAMMA INFORMATIQUE	REG	CR de Mazamni
DURAZR/ENABEL/MB/19/49	regulateurs de tension leo R100/1000VA	1000VA	NA	16/04/2019	55 000	83,85	GAMMA INFORMATIQUE	REG	CR de ZERMOU
DURAZR/ENABEL/MB/19/50	regulateurs de tension leo R 3000VA	3000VA	NA	16/04/2019	245 798	374,72	GAMMA INFORMATIQUE	REG	CR de Gaffati
DURAZR/ENABEL/MB/19/51	regulateurs de tension 3000VA	3000VA	NA	22/12/2019	60 000	91,47	Niger Technologie	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/52	regulateurs de tension 3000VA	3000VA	NA	22/11/2019	60 000	91,47	Niger Technologie	REG	Préfecture de Kantché
DURAZR/ENABEL/MB/19/53	Armoire métallique	NA	NA	22/11/2019	80 000	121,96	Sabiou Malam Bachir	REG	CR de ZERMOU
DURAZR/ENABEL/MB/19/54	Armoire métallique	NA	NA	22/11/2019	80 000	121,96	Sabiou Malam Bachir	REG	CR d'Albarkaram
DURAZR/ENABEL/MB/19/55	Armoire métallique	NA	NA	22/11/2019	80 000	121,96	Sabiou Malam Bachir	REG	CR de Gaffati
DURAZR/ENABEL/MB/19/56	Armoire métallique	NA	NA	22/11/2019	80 000	121,96	Sabiou Malam Bachir	REG	CR DE Daoutché
DURAZR/ENABEL/MB/19/57	Armoire métallique	NA	NA	22/11/2019	80 000	121,96	Sabiou Malam Bachir	REG	CR de Tsaouni
DURAZR/ENABEL/MB/19/58	regulateurs de tension 3000VA	NA	NA	22/11/2019	65 000	99,09	AMADOU MAHAMAN	REG	Préfecture de Damagaram Takaya
DURAZR/ENABEL/MB/19/59	regulateurs de tension 3000VA	NA	NA	22/11/2019	65 000	99,09	AMADOU MAHAMAN	REG	DDE de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/60	Onduleur 1200V	NA	NA	22/11/2019	55 000	83,85	AMADOU MAHAMAN	REG	Préfecture de Kantché
DURAZR/ENABEL/MB/19/61	Onduleur 1200V	NA	NA	22/11/2019	55 000	83,85	AMADOU MAHAMAN	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/62	Onduleur 1200V	NA	NA	22/11/2019	55 000	83,85	AMADOU MAHAMAN	REG	Préfecture de Damagaram Takaya
DURAZR/ENABEL/MB/19/63	Réfrigérateur-congélateur 360 l	NA	NA	22/11/2019	280 000	426,86	AMADOU MAHAMAN	REG	DRGR de Zinder
DURAZR/ENABEL/MB/19/64	Table bureau avec tiroir	NA	NA	03/12/2019	155 000	236,30	Ibrahim Laouan	REG	DDE de Kantché
DURAZR/ENABEL/MB/19/65	coffre pour imprimante	NA	NA	01/06/2019	15 000	22,87	Ibrahim Laouan	REG	Préfecture de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/19/66	Groupe électrogène	NA	NA	12/11/2019	7 889 200	12 027,01	MANUTENTION AFRICAINE NIGER	REG	Conseil régional de Zinder

Code d'inventaire	Désignation	Marque/ modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant en XOF	Montant Euro	Fournisseur	Mod e fin.	Structure bénéficiaire
DURAZR/ENABEL/MB/20/6 7	coffre pour imprimante	NA	NA	26/06/2020	15 000	22,87	Ibrahim Laouan	REG	DDA de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/20/6 8	Coffre fort 180 kgs	NA	NA	10/03/2020	350 000	533,57	Papeterie cadeaux	REG	FAFPA
DURAZR/ENABEL/MB/20/6 9	Table bureau avec tiroir	NA	NA	28/05/2020	160 000	243,92	Ibrahim Laouan	REG	DDA de Mirriah
DURAZR/ENABEL/MB/20/7 0	Fauteuil de bureau	NA	NA	28/05/2020	70 000	106,71	Ibrahim Laouan	REG	DDA de Kantché
	A) Chairs	NA	NA	07/01/2022	330 000		SOCIETE PLURIEL		Bureau UNCDF Niger
	A) Book Shelves			07/01/2022	244 000		SOCIETE PLURIEL		Bureau UNCDF Niger
	A) Chairs			07/01/2022	630 000		SOCIETE PLURIEL		Bureau UNCDF Niger
Total	70				14 981 998	22 839,91			